Say.

2
—
62

Paris.,

rnardi

in-

138. Gerhardi Zutphanensis scriptoris religiosissimi opuscula. *S. l. n. a.*, pet. in-8, v.
139. Les œuvres de S. Cyprien, trad. en franç. par Lombert. *Rouen*, 1616, in-4, v.
140. Vie de S. Augustin. *Lyon*, 1836, in-8, bas.
141. S. Augustini Confessiones. *Antuerpiæ, Plantin*, 1750, in-8, br.
142. Confessiones S. Augustini, ed. studio H. Sommalii. *Col., Egmond*, 1683, in-24, br. — Meditationes S. Augustini ; Anselmi, Bernardi Idictæ viri docti de amore divino lib., editæ opera H. Sommalii. *Col., Egmond*, 1702, in-24, br.
143. Aur. Augustinus, de veneranda Eucharistia, editore F. Joa. Mantelio. *Leodii*, 1655, in-4, v.
143*bis*. Gennadii homiliæ de sacramento Eucharistiæ, Meletii, Nestorii, aliorum de eodem argumento opuscula, edid. *Eus. Renaudot. Paris.*, 1709, in-4, v.
144. Œuvres de S. Prosper d'Aquitaine sur la grâce de Dieu et le libre arbitre. *Paris*, 1762, in-12, v.
145. S. Bernardi abb. clar. opera, edita cura et studio Horstii et D. Joa. Mabillon. *Venetiis*, 1727, in-fol., 6 tom. en 3 vol., vél.
146. Thomæ a Kempis opuscula varia, cum notis Jac. M. Horstii. *Col.-Agr.*, 1719, in-12, fig., 2 tom. en 1 vol., br.
147. Rob. Bellarmini opera varia. *Col. - Agr.*, 1740, pet. in-12, 5 vol., dem.-rel.
148. Œuvres posthumes de Bossuet. *Paris*, 1753, in-4, 3 vol., v.
149. Œuvres de Fénelon. *Paris, Didot*, 1787, in-4, 9 vol., v. m., fil., tr. dor.
150. Œuvres de Fléchier. *Nismes*, 1782, in-8, 10 vol., bas.

E. DOGME. — POLÉMIQUE.

151. De Deo uno, trino, creatore, auct. Ign. Der-Kennis. *Bruxellis, Fr. Foppens.*, (*Holl., Elzev.*), 1655, in-8, vél.
152. Théologie physique ou démonstration de l'existence et des attributs de Dieu, par Guill. Derham. *Rott.*, 1730, in-8, dem.-rel. — Théologie de l'eau, par Fabricius. *La Haye*, 1741, in-8, dem.-rel.

ENCYCLOPÉDIE PROGRESSIVE.

ÉCONOMIE POLITIQUE (*).

DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE MODERNE. ESQUISSE GÉNÉRALE DE CETTE SCIENCE, DE SA NOMENCLATURE, DE SON HISTOIRE, ET DE SA BIBLIOGRAPHIE. — Si nous jetons les yeux sur les habitans de notre globe, à commencer par ces familles éparses qui s'arrachent dans l'Australasie les productions spontanées de la terre, jusqu'à ces vastes associations que lient un langage commun, des intérêts semblables, des conventions réciproques, et que nous appelons des nations, telles qu'on en voit en Europe, nous apercevons des gradations infinies dans l'état où se trouvent les hommes sous le rapport de la civilisation. Quel est le signe caractéristique de cette civilisation? sur quoi pouvons-nous juger du degré de son avancement? par quels moyens se maintient-elle et se perfectionne-t-elle? voilà des questions qu'on ne saurait résoudre sans approfondir l'économie sociale, plus généralement connue sous le nom d'Économie politique.

(*) Nous avons annoncé que nous n'avions point la prétention d'établir dans l'*Encyclopédie progressive* une unité systématique, et que nous nous adresserions en toute occasion aux hommes les plus distingués, sans nous inquiéter de la diversité de leurs opinions. C'est surtout dans les sciences morales et politiques que cette diversité doit se rencontrer. En *Économie politique*, par exemple, plusieurs grandes questions sont aujourd'hui vivement débattues entre l'école de M. Ricardo et celle de M. Say ou de M. Malthus. Nous n'entendons exclure de l'*Encyclopédie progressive* aucune école ; nous espérons que chacune y exposera ses idées par l'organe de ses plus illustres interprètes. Le public et le temps décideront où est la vérité. Il ne nous appartient pas de devancer leur jugement ; mais nous osons croire qu'en recueillant et rapprochant toutes les opinions éclairées, nous contribuerons à le rendre plus prompt et plus sûr. (*Note de l'éditeur.*)

L'économie sociale ne peut être bien étudiée que chez les nations qui ont acquis un certain développement. Nous pourrions sans doute rechercher ce qu'elle est chez les peuples qu'on nomme chasseurs, ou pasteurs, ou cultivateurs. Le monde nous offre encore quelques échantillons de ces différentes formes de la société ; nous y verrions même les rudimens d'une civilisation plus complète; mais ce serait une recherche sans objet. Pour étudier la physiologie du corps humain, ce n'est pas dans un embryon imparfait que nous allons la chercher : c'est dans l'homme adulte. Pour connaître la physiologie du corps social, c'est, pour la même raison, la société développée qu'il faut étudier; car elle, aussi, est un corps vivant, non moins admirable, non moins utile à connaître, dont le développement, la force, ou le déclin, dépendent de lois non moins positives, et qui sont peut-être même plus accessibles à nos recherches (1).

S'il est superflu d'étudier les sociétés dans leur état imparfait, il serait téméraire de fonder une doctrine sur ce qu'on imaginerait être le type d'une perfection idéale. Le champ des conjectures n'est fermé pour personne, mais celui des réalités est le seul qui produise de solides récoltes. Il n'y a de science véritable que celle qui dans chaque genre nous fait connaître *ce qui fut*, ou *ce qui est*. C'est de là qu'il faut partir, quand on ne veut pas s'égarer, pour perfectionner *ce qui sera*.

Le premier élément des sociétés est l'homme, tel que l'observation nous le montre, avec ses facultés et ses besoins. Ses besoins dépendent de sa nature, de son organisation physique et morale, et diffèrent suivant les positions où il se trouve. Quand il est borné à une vie

---

(1) Nous pouvons, dans un petit nombre de cas seulement, observer les parties internes du corps humain pendant qu'elles remplissent leurs fonctions; tandis que nous sommes, pour ainsi dire, constamment plongés dans le corps social en action.

matérielle et végétative, il a peu de besoins à satisfaire au delà de sa nourriture. Quand il fait partie d'une nation civilisée, ses besoins sont nombreux et variés; et de nouveaux développemens de la société, en lui créant d'autres besoins encore, étendent ses facultés et lui fournissent de nouveaux moyens de les satisfaire (1).

C'est là le trait le plus saillant de la civilisation. Qu'avons-nous par dessus les Calmouks, si ce n'est que nous produisons et que nous consommons davantage? Si la civilisation est plus avancée à Paris que dans la Basse-Bretagne, c'est parce qu'on y produit et parce qu'on y consomme, en plus grande quantité, une plus grande variété de produits; c'est parce qu'on y éprouve le besoin d'un logement plus élégant et plus commode, d'une nourriture plus délicate, d'un vêtement plus propre et plus élégant; c'est parce qu'on y goûte la lecture et l'instruction, que l'on y sait jouir des productions des beaux arts, qu'on y recherche enfin cette foule d'objets utiles ou agréables dont la création occupe une multitude de bras, de talens, d'instrumens, et met à contribution, non seulement les facultés productives de l'homme, mais encore celles du sol dans toutes ses localités, aussi bien que toutes les forces que la nature nous prête, quand nous avons appris à la solliciter.

C'est ainsi que nous nous approchons de plus en plus de l'état naturel de l'homme; car l'état naturel de tous les êtres est celui où ils ont atteint leur entier développement. Voyez cet arbre chétif et rabougri qui, par la faute du terrain ou du climat, n'a pu parvenir à se pro-

---

(1) Remarquons en passant que ce n'est pas sans un sentiment quelconque de peine que nous éprouvons des besoins, et sans un sentiment correspondant de plaisir que nous parvenons à les satisfaire; d'où il résulte que les expressions : *pourvoir à nos besoins*, *multiplier nos jouissances*, et même *contenter nos goûts*, présentent des idées du même genre et qui ne diffèrent entre elles que par des nuances.

pager ni à s'étendre : est-il plus près de la nature que l'arbre qui, placé dans des circonstances plus favorables, se montre à vous avec toute sa majesté, riche de verdure et de fruits ? C'est une erreur trop commune que de représenter comme l'homme de la nature celui qui n'a pas su tirer parti de son intelligence. Notre intelligence fait partie de notre nature aussi bien qu'un bras robuste. L'homme qui grimpe sur un arbre, faute d'avoir su construire une échelle, a développé ses membres aux dépens de son esprit: c'est à dire une faculté grossière qu'il possède en commun avec les brutes, aux dépens d'une faculté relevée, immense dans ses résultats, qui n'appartient qu'à lui et qui le place à la tête de la création. La nature a donné aux animaux une fourrure pour les garantir des outrages de l'air : elle a fait plus pour l'homme : elle lui a donné l'industrie pour se faire des habits et se bâtir des maisons. Elle lui a donné la parole et la sociabilité pour qu'il multiplie ses idées par les communications et jouisse des fruits qui naissent du pouvoir de l'association. L'homme est donc dans l'état de nature, lorsqu'il est en société et en possession de tous les avantages que procure la civilisation.

A quelque degré de civilisation que la société soit parvenue, elle ne peut se maintenir au même point, qu'autant que les besoins qui dérivent de cet état de la société ne soient satisfaits; autrement elle ne serait plus au même état. Or comment ces besoins parviennent-ils à être satisfaits ? Telle est la question à laquelle répond l'économie politique, ou, si l'on veut, l'économie des nations.

La nature pourvoit gratuitement à plusieurs de nos besoins puisqu'elle nous fournit l'air et la lumière. Notre industrie nous procure tout le reste; et ce reste paraîtra bien important, si nous considérons qu'il compose tout ce qu'une nation civilisée possède de plus qu'une peuplade de sauvages; la nature donne gratuitement au sau-

vage l'air, la lumière, et tout ce qu'elle nous donne à nous-mêmes en pur don. Ce que nous possédons de plus est par conséquent de notre création.

Si chaque individu ne produit pas toutes les choses qui lui sont nécessaires, il est du moins obligé de produire de quoi les acheter. Il échange ensuite ce qui excède ses besoins, contre les produits créés par d'autres hommes, et se met ainsi en possession de tout ce qui convient à sa nature et à sa position. C'est cette faculté, particulière à l'homme, d'échanger les produits entre eux, qui permet à chaque personne en particulier de ne s'occuper que d'une seule classe de produits et même d'une certaine portion d'un seul produit.

De là la division du travail, ou, pour parler plus exactement, la séparation des occupations, qui augmente prodigieusement le pouvoir productif de l'homme.

Il semblerait, par suite de cette observation, que chaque homme en particulier ne devrait jouir que des produits qu'il s'est procurés, soit en les créant, soit en les acquérant au prix de ceux qu'il a créés ; mais alors d'où viendrait l'énorme disproportion qu'on remarque entre les ressources dont les hommes disposent? Comment les uns peuvent-ils se livrer à d'immenses consommations, tandis que d'autres parviennent à peine à subvenir à leurs premières nécessités? Quelque supérieurs qu'on veuille supposer les facultés corporelles et les talens de certaines personnes, comparés aux facultés et aux talens de toutes les autres, cette supériorité ne suffit pas pour expliquer une aussi grande disparité dans leur production. Ce serait une économie politique bien peu avancée que celle qui ne nous donnerait pas l'explication d'un phénomène aussi commun dans la vie sociale.

L'analyse de la production suffit pour nous éclairer à cet égard. Chaque produit est le résultat d'un concours d'actions et de moyens mis en œuvre par une seule intelligence. C'est l'entrepreneur de ce produit, qui se

procure à ses frais tous les travaux et l'usage de tous les instrumens au moyen desquels le produit s'achève; cet entrepreneur dès lors fait seul son profit de la valeur produite. Or, comme la portion de talent qu'il y met se multiplie par le nombre des agens qu'il emploie, et qu'au moyen de ces agens, la quantité de la chose produite peut être fort grande relativement aux facultés d'un seul entrepreneur, les profits de celui-ci peuvent être considérables relativement à ceux des agens secondaires qu'il met en œuvre.

De plus, cet ensemble de travaux industriels ne peut être exécuté qu'à l'aide de deux grands instrumens, qui sont des capitaux et des fonds de terre. C'est avec leur aide que l'industrie transforme les matériaux de ses produits en objets propres à nos consommations. On peut dire que les instrumens de l'industrie travaillent de concert avec elle, et que les produits sont toujours les résultats de leurs services réunis. Dès lors les possesseurs des instrumens, en même temps qu'ils travaillent directement à la production par leurs talens, y travaillent indirectement par le moyen de leurs capitaux et de leurs terres. On peut, sous ce rapport, même lorsqu'ils ne travaillent pas immédiatement à la production, les nommer producteurs. Leur coopération est commode, j'en conviens; mais elle n'en est pas moins indispensable pour la formation des produits; car, s'ils ne fournissaient pas l'usage de leur instrument, les produits n'existeraient pas (1).

---

(1) Quelques économistes n'attribuent qu'au travail la faculté de produire. Ils prétendent que, le capital ne se composant que de produits, et n'étant par conséquent que du travail accumulé, les produits qui rétablissent le capital sont encore des résultats du travail. Leur analyse paraît incomplète. Ils ne distinguent pas la portion des produits créés, qui ne fait que rétablir le capital, de celle qui procure un intérêt. Cette dernière portion se compose de nouvelles valeurs indé-

Nous devons donc regarder les produits comme les résultats de trois services productifs : ceux des hommes industrieux, ou, si l'on veut les appeler d'un seul mot, des industrieux, ceux des capitaux, et ceux des fonds de terre; et, comme l'entrepreneur d'industrie est celui qui a conçu l'idée du produit et trouvé les moyens de l'exécuter, nous mettrons sa coopération au premier rang des travaux industriels. Telle est celle de l'agriculteur qui entreprend une production agricole, du manufacturier qui entreprend de créer des produits manufacturés, du commerçant qui nous procure ceux du commerce.

Tout produit est un moyen de se procurer une satisfaction à soi-même, à sa famille, à la société ; il est donc un bien. Le travail au prix duquel on l'obtient est un sacrifice, un mal (1). Lors même qu'on achète un produit, on fait, pour l'avoir, le sacrifice d'une valeur déjà acquise, et de laquelle on pouvait se promettre une jouissance. La perfection de l'industrie consiste, par conséquent, à se procurer le plus grand et le meilleur produit au prix du moindre travail, du moindre sacrifice. Ceci

---

pendantes de la valeur capitale; comme les produits annuels d'un champ sont une valeur indépendante de la valeur du champ lui-même. Le capital est un champ dont l'intérêt est le fermage.

Nous n'avons de mesure de la production que la valeur des choses produites; et, du moment que le consommateur attache à un produit une valeur suffisante, non seulement pour rétablir le capital, mais pour que le capitaliste soit payé de ses intérêts, et le propriétaire de son fermage, nous devons regarder ces dernières valeurs comme effectivement produites. Il est impossible sans cela d'expliquer raisonnablement les revenus.

(1) Il ne faut pas ici chicaner sur le mot. Moralement le travail est un bien, et le désœuvrement est le père des vices. Ce n'est pas non plus le travail qui est un amusement, dont il est ici question. C'est le travail laborieux, si je peux ainsi m'exprimer ; le travail soutenu dont on fait son état, sa profession, et non celui où nous ne cherchons qu'à satisfaire nos goûts.

montre la nécessité d'admettre dans l'économie politique une appréciation rigoureuse, une évaluation du mal et du bien, qui résultent du jeu de cette grande machine. Or, qui peut mieux évaluer ces choses que les hommes dont se compose le public, et qui sont perpétuellement appelés à comparer l'étendue du sacrifice avec la jouissance qui en est le prix? et quel meilleur moyen de connaître leur évaluation, que d'observer le prix courant des divers travaux et celui des divers produits?

C'est ainsi que l'on sait quel produit, selon l'estimation des hommes, vaut ou ne vaut pas ce qu'il coûte; et qu'en introduisant dans les calculs de l'économie politique la valeur échangeable, ou le prix courant des services et des produits, on a donné à ses déductions un fondement qui les a élevées au dessus du vague des hypothèses et des conjectures. Quand on veut savoir si une production est avantageuse ou ne l'est pas, il suffit de comparer tous les sacrifices nécessaires pour qu'elle s'accomplisse, ou les frais de sa production, avec la valeur produite, ou le prix que les consommateurs consentent à payer pour le produit, lorsqu'il est mis en vente. L'entrepreneur, qui représente ainsi tous les producteurs réunis, est en lutte, d'une part, contre la nature des choses, pour acquérir d'elle un produit, et, d'une autre part, avec le consommateur, pour le vendre. Pourvu que le consommateur consente à lui payer ce que le produit a coûté, son intérêt est sauf (1); c'est le calcul vulgaire, et celui qui suffit aux intérêts privés. L'intérêt de la société donne lieu à des considérations plus nouvelles et d'un ordre plus élevé.

---

(1) Le travail de l'entrepreneur lui-même fait partie des frais de production. C'est une avance de la même nature que toutes les autres; il est en perte si elle n'est pas, de même que les autres avances, couverte par le prix courant du produit.

Quand, par un progrès de l'art, le produit revient moins cher au producteur, il peut, sans y perdre, le faire payer moins cher au consommateur, c'est-à-dire à la société, qui ne subsiste que de ses consommations. Dans ce grand échange que nous avons appelé *production*, la société donne alors *moins* pour obtenir *plus*. Elle fait un gain, non aux dépens d'une partie des associés, mais aux dépens de la nature, qui devient plus libérale envers l'homme à mesure qu'il apprend à mieux connaître la nature des corps dont elle se compose et les lois qui les régissent : c'est-à-dire à mesure qu'il est plus instruit.

Il est facile de se convaincre que, dans le cas d'un progrès fait par l'industrie, l'avantage qu'en retire une portion de la société n'est point obtenu aux dépens d'une autre portion : les consommateurs d'un produit jouissent pour le même prix d'une plus grande quantité ou d'une meilleure qualité, et les producteurs ne gagnent pas moins ; car ils peuvent, sans y perdre, donner à plus bas prix ce qui leur a coûté moins de frais de production. Un pareil avantage peut s'obtenir successivement par rapport à tous les produits ; car une baisse de ce genre n'est pas relative ; elle est réelle. Le prix d'une marchandise ne se compare pas avec le prix d'une autre, mais avec les frais de sa production, avec le prix qu'elle coûtait auparavant.

Cette démonstration, poussée à la dernière évidence par l'étude des principes fondamentaux (1), a donné la clé d'une proposition qui semblait paradoxale : on ne pouvait pas jusque là concilier ces deux idées également vraies, que la valeur des choses qu'on possède constitue le degré de richesse qui réside en elles ; et, en en même temps, qu'un peuple est d'autant plus riche, que les produits y sont à meilleur marché. En effet, nous

(1) Voyez *Traité d'économie politique*, liv. II, ch. 2 et 3.

serions tous infiniment riches si tous les objets que nous pouvons désirer, ne coûtaient pas plus que l'air que nous respirons; et notre indigence serait extrême, si les mêmes objets coûtaient infiniment cher, si nous n'avions aucun moyen d'atteindre à leur prix (1).

Tel est le mécanisme de la production vu en masse; il présente de nombreux phénomènes quand on l'observe dans ses détails.

L'industrie de l'homme, qui consiste en général dans la faculté de créer des valeurs, y parvient par des voies diverses. Quand elle recueille les produits immédiats que la nature fournit à nos besoins, et qui ne sont le fruit d'aucune industrie antérieure, elle se nomme agriculture (2); quand elle modifie et transforme les produits des autres industries, c'est l'industrie manufacturière; quand elle les place sous la main du consommateur, c'est le commerce.

Les procédés de toutes ces industries sont prodigieusement variés; mais leur but est le même, celui de satisfaire aux besoins des hommes, dans l'état donné de leur civilisation; de telle manière que l'usage de leurs produits présente aux consommateurs assez de jouissance pour qu'ils consentent à les payer ce qu'ils ont coûté. Les frais de leur production sont le prix des divers services dont

---

(1) Les sectateurs de Quesnay regardaient tout renchérissement comme un bien, parce qu'une plus grande valeur est une plus grande richesse. Ils n'envisageaient la question que d'un seul côté; ils ne s'occupaient que de la valeur vénale des produits et ne pouvaient pas savoir encore à quel prix on les obtient, parce que le phénomène de la production n'était pas alors complètement analysé.

(2) Les économistes politiques assimilent aux travaux de l'industrie agricole ceux qui recueillent des mains de la nature les produits même qui n'ont point été provoqués par la culture, comme les poissons, les minéraux. L'opération de l'industrie se borne alors à les recueillir.

il a fallu avancer la valeur pour qu'ils existassent, et tout service sans la coopération duquel ils n'existeraient pas est productif. La mesure de l'utilité de sa coopération est la part qu'il obtient dans la valeur produite; car si l'on pouvait obtenir le même effet à meilleur marché, on ne le paierait pas à ce prix. Ainsi donc, quand les services réunis d'un fermier, d'un fonds de terre et d'un capital, ont produit un hectolitre de blé de 20 francs, et que, sur cette somme, le fermier et ses serviteurs ont obtenu 10 francs, le propriétaire du fonds 5 francs, et celui qui a fait les avances nécessaires pour cette exploitation, 5 francs, on peut conclure que, sur la valeur totale de ce produit, les travaux de l'industrie ont créé une valeur de 10 francs, la coopération du sol une valeur de 5 francs, et la coopération du capital une valeur de 5 francs (1).

Les salaires de tous ces services, étant analogues entre eux, peuvent porter un nom qui leur soit commun, celui de profits (2). Ainsi les profits des industrieux forment le revenu des industrieux, les profits des fonds de terre forment le revenu des propriétaires fonciers, et les profits des capitaux, le revenu des capitalistes.

Il y a un certain nombre de produits qui ont une valeur, puisqu'on les paie, mais une valeur qui ne s'attache

---

(1) Cette conclusion est vivement contestée par diverses sectes d'économistes. Quesnay et ses partisans croyaient qu'il n'y avait là dedans de valeur produite que les cinq francs que le fermier paie au propriétaire. D'autres pensent que les vingt francs sont en totalité le prix d'un travail humain. On ne peut avoir là dessus une opinion éclairée, que lorsqu'on a envisagé la question sous toutes ses faces; en attendant et dans toutes les applications pratiques, même lorsqu'il s'agit d'impôt, malgré ce qu'en dit David Ricardo, on ne risque absolument rien en s'appuyant sur le principe ici posé.

(2) Le même mot, appliqué à des choses diverses, amène la confusion des idées; mais donner un nom pareil à des idées semblables, c'est les éclaircir.

à aucune matière. Les services rendus, soit aux individus, soit à la société tout entière, sont des services aussi réels que ceux qui contribuent à la valeur donnée à un produit matériel. On achète le service que rendent un médecin, un avocat, un fonctionnaire public; mais leur service une fois rendu, il ne reste aucune valeur attachée à aucune substance matérielle et qui puisse se transmettre de nouveau, comme il en reste dans une étoffe qui, ayant été achetée, peut être revendue. Cependant, comme l'utilité qui résulte de ce genre de service a toutes les mêmes propriétés que celle qui résulte de celle des produits matériels, comme elle est, ainsi que cette dernière, le fruit d'une industrie et même d'un capital (1), qu'elle est vendue par une personne et achetée par une autre, cette utilité, quoique fugitive, veut être nommée un produit; mais c'est un produit immatériel.

Toutes ces productions sont la source de tous les revenus légitimes. Il n'est aucune valeur qui entre dans le monde autrement que par les moyens dont l'esquisse précède. Si une personne quelconque jouit d'un revenu qui ne procède pas d'une des sources que je viens d'indiquer, c'est un revenu usurpé; il provient d'une perte équivalente supportée par la société ou par une partie de la société, de même que les gains du jeu supposent une perte précisément équivalente. Il suffit à l'intérêt personnel dépourvu de moralité d'acquérir des biens, quelle qu'en soit la source; mais une nation ne s'enrichit pas par des gains qui entraînent des pertes, et l'homme d'état, le véritable publiciste, qui doivent à tous une égale

---

(1) Les études d'un médecin, d'un avocat, d'un fonctionnaire public, sont une avance dont l'intérêt se confond avec le profit résultant de leur travail. Seulement c'est un capital placé à fonds perdu, et qui doit porter le remboursement du principal en même temps que les intérêts.

protection, ne cherchent les biens qui font la prospérité publique, que dans leurs sources.

Heureusement que dans une société, même corrompue, le nombre des hommes qui cherchent leurs revenus dans une production véritable est infiniment plus considérable que le nombre de ceux qui les cherchent dans des gains abusifs; sans cela il n'est aucune société politique qui pût se maintenir.

Je n'ai fait, pour ainsi dire, que nommer les capitaux. L'économie politique donne seule des notions sûres relativement à la nature et à l'usage de cet instrument de l'industrie.

L'industrie, considérée d'un point de vue élevé, se compose d'une multitude d'occupations dans la plupart desquelles les hommes agissent sur des objets matériels et à l'aide d'objets matériels. Ce sont là des capitaux, et ces capitaux mêmes peuvent être considérés sous des points de vue très variés. Lorsqu'on les voit à l'œuvre et sous leurs formes visibles, ce sont des matières premières façonnées à différens degrés, des outils, des machines employés à toutes ces transformations, objet des opérations productives; ce sont encore des bâtimens ou d'autres valeurs répandus sur un bien-fonds, des monnaies employées à acheter des services productifs, et qui ne sont pas plus tôt rentrées par des ventes, qu'elles demandent à sortir de nouveau par des achats. Sous ce rapport, on peut faire différens classemens des valeurs capitales selon leurs emplois. Considérés plus philosophiquement, les capitaux sont des sommes de valeurs où la forme matérielle est mise à l'écart, et dans lesquelles on ne voit que des avances faites ou à faire aux opérations productives.

Sous le premier point de vue, les objets dont se compose un capital sont essentiellement consommables; mais, comme ils se reproduisent sous d'autres formes où ils

ont la même valeur, leur consommation n'a été qu'une avance qui a été faite, et la production en a été le remboursement.

Lorsque l'on considère le capital seulement sous le rapport de sa valeur, comme cette valeur est perpétuellement reproduite, ou, si l'on veut, *logée,* tantôt dans une matière, tantôt dans une autre, on voit en lui un fonds permanent qui remplit son office de même qu'un fonds de terre, et qu'on prête ou qu'on loue aussi bien que ce dernier. C'est ainsi que le considère le capitaliste, qui ne s'informe qu'accidentellement de ce que fait son capital, comme un propriétaire, qui va voir ses fermes, s'informe des cultures variées qui couvrent son bien.

Il est bon toutefois, lorsqu'on ne veut pas nourrir son esprit d'illusions, de ne pas perdre de vue qu'un capital, quoiqu'il semble ne consister que dans une valeur, qualité morale et fugitive, n'existe réellement que lorsque cette valeur réside dans un objet matériel. Le crédit, qui est une qualité morale aussi, n'est pas un capital; il n'est que la faculté possédée par un particulier, par une association, de pouvoir obtenir la jouissance d'un capital possédé par une autre personne ou une autre association, à telles ou telles conditions; mais il n'est point un capital. Celui-ci est tout autre chose; il existe par lui-même et réside toujours dans des objets matériels, car il n'y a que des objets matériels qui puissent être cédés, prêtés, passer d'une main dans une autre (1).

---

(1) Un titre, un effet de commerce, un simple transfert d'un compte sur un autre, sont le signe représentatif d'un capital, mais ne sont pas le capital lui-même. Un titre n'aurait aucune valeur, ne serait rien, s'il n'avait été précédé d'un versement réel, fait à une époque ou bien à une autre, et s'il ne donnait le droit au porteur du titre de retirer, en valeurs réelles et matérielles, le montant du dépôt.

Le talent d'un avocat, d'un médecin, qui a été acquis au prix de quelque sacrifice et qui produit un revenu, est une valeur capitale, non

Les négocians réfléchis verront aisément comment ces principes d'une science fondée sur les faits s'accordent avec les faits qu'ils ont sans cesse devant les yeux. Lorsqu'un commerçant vend à crédit des marchandises d'outre-mer à un manufacturier, n'est-ce pas un prêt que le commerçant fait d'une partie de sa valeur capitale au manufacturier, prêt qui dure jusqu'au moment où ce dernier s'acquitte? Et cette double translation ne s'opère-t-elle pas en objets matériels, puisque le prêt s'opère en marchandises et le remboursement en argent ou en effets donnant droit à une somme d'argent?

En même temps on peut voir combien cette manière scientifique de considérer les capitaux est propre à rectifier les notions imparfaites ou fausses, que l'on pourrait s'être formées d'une chose aussi commune et aussi généralement employée. En effet, si ce qui caractérise les capitaux est d'être une valeur avancée à des opérations productives, pour être remboursée par elles, toute valeur qui n'est pas sur la route de l'avance au remboursement n'est point une valeur capitale. Toute la portion de numéraire qui ne sert pas à la circulation des objets faisant partie d'un capital, par conséquent toute la portion du numéraire employée à acquitter des profits, des revenus, et destinée à l'achat d'objets de consommation, ne fait nullement partie des capitaux d'une nation. Augmenter l'agent de la circulation, n'est donc pas nécessairement la même chose qu'augmenter les capitaux; et c'est une grande erreur des faiseurs de statistiques de mettre la valeur tout entière des monnaies au rang des capitaux d'un pays; j'ai bien de la peine à croire que la moitié de cette valeur fasse partie des capitaux d'une nation.

L'économie politique, après avoir indiqué les sources

---

transmissible à la vérité, mais qui réside néanmoins dans un corps visible, celui de la personne qui le possède.

de cette sève qui nourrit et développe le corps social, toujours armée du flambeau de l'expérience, montre comment elle se répand dans ses divers canaux.

Les entrepreneurs de la production, en achetant les services que peuvent vendre les possesseurs de facultés personnelles, de fonds de terre et de capitaux, leur distribuent, d'avance ou après coup, une portion des valeurs produites. Les entrepreneurs en prennent eux-mêmes leur part au moyen de l'excédant de la valeur produite sur les frais de production, quand l'opération est bien conçue et bien exécutée. Les portions que chacun de ces producteurs retire ainsi des valeurs produites sont très diverses, et dépendent de la quotité de la valeur produite et de la situation de chacun d'eux par rapport aux autres (1). Ici la véritable instruction, la science, ne consiste pas à connaître les droits que chacun peut prétendre, mais ce qu'il obtient en réalité; elle prouve que la valeur de chaque service est en raison directe de la quantité qu'on en demande, et en raison inverse de la quantité qu'on offre d'en fournir.

Mais pour offrir les services productifs, il faut être en possession des fonds dont ces services ne sont que des émanations; il faut posséder un fonds de facultés industrielles, ou un fonds capital, ou un fonds de terre. On est ainsi conduit par l'économie politique à examiner ce qui constitue la propriété, et les effets qui en résultent.

Si l'on étudiait le point de droit, on verrait que la plus sacrée de toutes les propriétés est celle des facultés

(1) Dans la plupart des cas, un produit parfait n'est pas le résultat d'une seule entreprise industrielle, mais de plusieurs entreprises successives. Avant qu'un habit fût en état d'être porté, il a fallu qu'un fermier élevât des brebis. Leur laine a été un produit acheté par le fabricant, et le produit de ce dernier a été acheté par le tailleur. Chacun de ces entrepreneurs a remboursé à ceux qui l'ont précédé les avances et, par conséquent, les profits qui avaient eu lieu jusqu'à lui; et lui-même est remboursé de ses avances par le consommateur.

personnelles ; elle est la plus incontestable, car ces facultés ont été données à celui qui les possède, et à nul autre. La plus sacrée des propriétés après celle-là est celle des capitaux, parce qu'ils sont de la propre création de l'homme qui les possède, ou de celui qui les lui a transmis. Quiconque a retranché sur sa consommation de quoi former une portion de capital, pouvait ne pas faire cette épargne ; il pouvait dès lors anéantir toute autre prétention que la sienne sur la même valeur. C'est par une suite du même principe que les propriétaires des fonds productifs ont un droit incontestable sur le produit qui en émane, car ils étaient maîtres de faire que ce produit n'existât pas, en le consommant après l'avoir créé. La propriété dont la légitimité est la plus douteuse est la propriété foncière. Quel propriétaire est en état de prouver que sa terre a toujours passé à titre onéreux, ou par don volontaire, ou par succession, de main en main, du premier occupant jusqu'à lui? Est-il un seul héritage qui ne remonte à une spoliation violente ou frauduleuse, récente ou ancienne, si ce n'est celui des descendans de Penn, légitimes acquéreurs du terrain des sauvages?

Heureusement qu'il suffit à l'économie des sociétés que, malgré les différens degrés de légitimité, les propriétés de tout genre soient invariablement reconnues et maintenues, même la propriété foncière, la moins honorable de toutes. En effet, quel motif aurait-on pour ensemencer un champ, si l'on n'était pas assuré d'en recueillir les fruits? On est d'autant plus excité à produire qu'on dispose plus librement de ses capitaux et de ses actions, et que la jouissance exclusive de leurs produits est plus assurée. De là l'invariable progrès des nations qui jouissent de la liberté et de la protection de leurs lois.

Après avoir étudié la marche des richesses dans leur distribution, l'économie politique observe les effets de

cette distribution sur le corps social. Ils se manifestent par le nombre et la condition des hommes.

La nature a pris de fortes précautions pour conserver les espèces vivantes. Le besoin qu'éprouvent tous les êtres organisés de se reproduire, le soin dont ils protègent leurs rejetons, l'admirable contexture de leurs organes, montrent assez quel est son but; mais de toutes les précautions qu'elle a prises, celle sur laquelle elle semble avoir le plus compté est l'extrême profusion des germes, assurée par là que, quel que soit le nombre des individus qui périssent, il en restera toujours assez, non seulement pour perpétuer l'espèce, mais pour en couvrir le globe, pour peu qu'ils y trouvent de quoi subsister.

Nous subissons cette loi commune, et c'est un des faits maintenant le mieux avérés, qu'il n'y a pas de guerres, de massacres, ni d'épidémies, qui arrêtent les progrès de la population, toutes les fois que les moyens d'existence ne lui manquent pas. Mais pour une société civilisée, les moyens d'existence ne sont pas uniquement des subsistances; chaque classe de la société, pour se conserver au même état, et, à plus forte raison, pour se multiplier, doit pouvoir consommer tout ce qui est indispensable au maintien de cette classe. Dans nos sociétés modernes, et parmi ce qu'on nomme les gens bien élevés, un homme qui serait condamné à se vêtir de haillons et à se nourrir des alimens dont un manouvrier se contente, serait un homme mort.

Si la population a une tendance à s'accroître progressivement, et si elle ne peut dépasser ses moyens d'existence, on peut établir comme une vérité de fait que la population d'un pays n'est jamais bornée que par ses produits.

Mais comment la production en général suffit-elle pour satisfaire aux besoins variés des différentes classes de la société? Si c'est de blé qu'elle a besoin, comment une

production de toile y pourvoira-t-elle, sa valeur fût-elle supérieure? L'économie politique démontre alors que le produit dont on a le plus de besoin est celui dont la valeur surpasse davantage celle de ses frais de production, et qu'une société, dans l'état donné de ses mœurs et de ses moyens de production, produit toujours ce qui convient le mieux à ses besoins; mais en même temps elle montre combien la nature de ses besoins, c'est-à-dire les consommations qu'elle préfère et l'étendue de ses moyens de production, influent sur la condition, sur le sort des individus qui la composent.

Je ne ferai sentir que dans un seul exemple, l'importance des déductions de l'économie politique à cet égard.

Si la production est la seule mesure de la population, si les fléaux de la guerre et des contagions n'exercent sur elle qu'une influence passagère et peu marquée, à quoi servent les progrès de l'art de guérir? un pays aura toujours tous les habitans qu'il pourra faire subsister. — L'art de guérir, il est vrai, n'ajoute pas un individu à la population; mais il améliore considérablement le sort des hommes. Leur nombre peut se maintenir de deux manières différentes : ou par une plus longue durée des mêmes individus, ou par des renouvellemens plus fréquens. Une personne qui a vécu quarante ans a tenu la même place dans le monde que deux personnes successives qui ont vécu vingt ans chacune ; mais, dans la première de ces suppositions, la place a été occupée sans qu'il y ait eu plus d'une naissance et d'une mort dans cet espace de temps; tandis que, dans la supposition où la même place aurait été occupée par deux vies successives, de vingt ans chacune, il y aurait eu deux naissances et deux morts.

De même, si, dans la population totale d'un pays, il y a trente millions de places semblables, où les individus se succèdent et sont remplacés les uns par les autres, il faudra la moitié moins de naissances et de décès, si la

vie moyenne des individus se prolonge à quarante ans, que si la vie moyenne se réduit à vingt. Des deux façons, l'effet sera le même par rapport au nombre des hommes; mais il sera fort différent par rapport à leur condition. Là où il y a moins de naissances et de décès, il y a moins aussi de ces douleurs qui accompagnent nécessairement notre entrée dans cette vie et le congé que nous sommes forcés d'en prendre. Dans ces deux occasions solennelles, l'humanité a des souffrances morales à supporter, aussi bien que des douleurs physiques. Des liens, des besoins réciproques, attachent communément chaque personne à beaucoup d'autres; liens de famille, liens d'amitié, besoin qu'une mère a de sa fille, un père de son fils. Que de regrets et quelles privations! Nos lumières, notre expérience, notre capacité, en un mot, ne s'acquièrent pas à peu de frais; ces biens coûtent aux auteurs de nos jours des sacrifices, à nous-mêmes du travail et des peines qui se renouvellent pour chaque individu, et d'autant moins souvent que la vie moyenne est plus longue. L'homme jouit alors plus long-temps de ce qu'il a péniblement acquis; il vit proportionnellement davantage dans un état de maturité, dans la plénitude de sa vie et de ses facultés; et l'on peut dire avec exactitude que l'espèce humaine est plus parfaite quand la durée moyenne de la vie est plus longue. Avec une durée moyenne de vingt ans, à peine un homme a-t-il conquis son rang dans le monde, qu'il est question pour lui de le quitter; avec une durée moyenne plus longue, on peut occuper long-temps son poste avec satisfaction pour soi, avec profit pour l'humanité. Supposez Franklin emporté à vingt ans par la fièvre jaune, et Washington tué dans la guerre du Canada, que devenait l'indépendance américaine et la liberté du monde? Nous avons lieu d'être satisfaits des progrès qui ont été faits à cet égard dans presque tous les pays habités par des peuples de race européenne. Une connaissance plus parfaite de la physio-

logie du corps humain, le traitement plus éclairé des maladies, de nouveaux spécifiques découverts, des habitations plus aérées, des soins mieux entendus du premier âge, beaucoup d'entraves supprimées, ont prolongé la durée de la vie moyenne, et elle gagne encore tous les jours (1).

Ce n'est pas uniquement le rapport qui existe entre la somme des produits et le nombre des hommes, qui lie les questions relatives à la population aux principes de l'économie politique ; les phénomènes que présentent la distribution des habitans sur le globe, les colonisations, la formation et l'accroissement des villes, et les communications ouvertes entre les peuples, trouvent leurs explications dans les mêmes principes.

La connaissance des procédés suivant lesquels les richesses se distribuent dans la société, n'est complète que pour les personnes qui possèdent la théorie des échanges et des débouchés ; et cette théorie, qui n'est bien connue que depuis peu d'années, a répandu un nouveau jour sur les monnaies, cet agent si important de la circulation et des échanges.

Dans une société nombreuse et avancée, la presque totalité des consommations ne s'opère qu'à la suite d'un échange ; car chacun ne s'occupant que d'un seul produit, ou même d'une portion de la production d'un seul produit, ne jouit que par le moyen de l'échange, de l'immense variété de choses dont il fait usage. Mais l'échange en na-

---

(1) On en a quelques preuves irrécusables qui ne peuvent pas entrer dans une esquisse aussi rapide ; comme, par exemple, le nombre des naissances qui n'augmente pas dans la même proportion que la population ; et l'on aurait à cet égard des remarques bien importantes à faire si les faiseurs de statistiques entendaient mieux l'économie politique, c'est-à-dire, la nature des choses et la liaison des causes avec leurs effets. Ils entasseraient alors moins de chiffres inutiles et nous fourniraient des données capables de conduire à des résultats précieux.

ture est presque toujours impossible; il faut vendre ce qu'on produit pour acheter ce qu'on veut consommer. La vente est la moitié d'un échange dont l'achat est le complément; et, l'échange accompli, il se trouve qu'on a troqué ce qu'on a vendu contre ce qu'on a acheté. L'intermédiaire que cette double opération exige est la monnaie.

Il en résulte que la valeur propre de la monnaie est pour nous de peu de considération auprès de la valeur des autres produits; nous la donnons pour la même valeur qu'on nous la donne; il nous est indifférent de recevoir de l'or au lieu d'argent, ou de l'argent au lieu d'or, quoiqu'un de ces métaux soit plus précieux que l'autre, assurés que nous sommes que, si l'on nous donne moins d'or pour obtenir nos produits, nous en donnerons moins à notre tour dans nos achats. Mais la valeur des produits est la circonstance essentielle, celle qui influe sur notre sort : je suis d'autant plus riche que les fruits de ma production ont plus de valeur, et que les objets que je veux consommer en ont moins. Cette théorie cadre parfaitement avec celle des services productifs et des progrès de l'industrie. Que l'on soit un industrieux, un capitaliste ou un propriétaire foncier, on est marchand de services productifs, c'est par une espèce d'échange que l'on acquiert les produits qui résultent de ces services productifs : or, quand pour la même quantité de services on obtient une plus grande quantité de produits, on donne *moins* de la marchandise que l'on vend, et l'on reçoit *plus* de celle que l'on achète.

La théorie des débouchés se lie de même à celle-là. Puisqu'en réalité on n'achète pas les produits avec de l'argent, mais avec d'autres produits, nous devons vendre ce que nous produisons avec d'autant plus d'aisance, que les autres hommes produisent davantage. Chaque producteur est intéressé à se voir entouré d'une multitude d'autres producteurs; c'est ce qui fait que l'on vend en France vingt fois plus de produits qu'au temps misérable

de Charles VI. On trouve à y placer plus de marchandises, par la raison que la production y est beaucoup plus active, et que les produits d'un industrieux s'échangent contre ceux de l'autre (1).

Ce qui est vrai d'un individu par rapport à un autre est également vrai d'une nation à l'égard des nations étrangères; chacune est intéressée à la prospérité de toutes les autres; car on ne saurait vendre qu'à celles qui sont en état d'acheter; et une nation, quelle qu'elle soit, ne peut acheter qu'avec ce qu'elle produit. C'est cette conception plus juste de la nature des choses, qui dirige maintenant les conseils éclairés de quelques nations, et qui doit changer la politique du monde; car, à mesure que les hommes deviennent plus éclairés, ils cèdent aux suggestions de leur intérêt bien entendu, sur lequel il est permis de compter beaucoup plus que sur les rêves de la philanthropie. Les gouvernemens qui marchent les premiers dans cette voie, ne sont pas médiocrement heureux de savoir chercher leurs avantages dans la prospérité d'autrui, et de recueillir de la gloire en faisant un bon calcul.

L'économie politique prouve avec la dernière évidence que la monnaie est une marchandise de même nature que toutes les autres; une marchandise qui tire sa valeur de ses usages et non des lois. En effet, dans tout échange où la monnaie entre comme l'un des termes du contrat, le vendeur ne peut-il pas refuser sa marchandise si le prix ne lui convient pas? et la valeur d'une chose, de la monnaie dans ce cas-ci, n'est-elle pas proportionnée

(1) Cet effet ne peut être attribué à la découverte des mines d'Amérique, car si maintenant l'argent était quinze fois plus rare qu'il n'est, il vaudrait quinze fois davantage, et cette quantité servirait également bien à la masse actuelle des échanges, qui ne s'opèrent pas avec moins de facilité dans les pays où l'on se sert de monnaie d'or, quoique ce dernier métal soit quinze fois plus rare que l'argent.

à la quantité du produit qu'elle peut obtenir? Combien de fausses mesures et de mauvaises lois peut prévenir une seule question bien posée !

La nature et l'office des monnaies bien connus, beaucoup d'erreurs tombent d'elles-mêmes, une foule de notions fausses ou imparfaitement entrevues s'éclaircissent ; on sépare dès lors complètement les fonctions de la monnaie de celles des capitaux ; on voit comment l'abondance ou la rareté du numéraire, qui influent sur sa valeur propre (celle qui se manifeste par l'échange), ne sont d'aucun effet sur ce qu'on nomme si improprement l'*intérêt de l'argent;* on demeure convaincu que l'intérêt est le loyer d'un capital, et que les valeurs capitales consistent en des valeurs tout autres que les valeurs monétaires, et sont bien plus considérables (1).

Les mêmes principes font comprendre l'espèce d'influence qu'exerce sur la valeur des monnaies la matière dont elles sont faites. Les richesses et les besoins de la société portent à un certain taux la valeur du produit appelée *une once d'argent,* valeur déterminée par la quantité de tout autre produit que l'on consent à donner pour obtenir celui-là. Le possesseur de cette once d'argent, quelque nom qu'on ait jugé à propos de lui donner en la frappant en monnaie, ne peut sans perte la donner au dessous de ce taux (2). Mais, quand la matière dont la monnaie est faite est de nulle valeur intrinsèque, comme

---

(1) Si l'abondance de l'argent-métal influait sur le taux de l'intérêt, il serait plus bas au Pérou que partout ailleurs, car nulle part l'argent n'est si abondant et sa valeur relative moindre. Le taux de l'intérêt s'y trouve au contraire fort élevé. On comprend qu'il n'est point ici question des phénomènes qui dépendent de l'usage des billets de banque et des papiers-monnaies.

(2) A un taux déterminé, la société ne peut obtenir qu'une certaine quantité d'onces d'argent ; celle dont ce taux permet de payer les frais de production. Pour que la société obtienne une plus grande quantité d'argent, il faut que l'état de ses productions et de ses besoins la mette

le papier, la monnaie ne peut plus tirer sa valeur que de ses usages comme agent des échanges. Dans l'état donné de la société, le nombre des ventes et des achats qui s'y opèrent réclame une certaine valeur de l'intermédiaire des échanges, quel qu'il soit. Si l'on multiplie le nombre des unités dont il se compose, on diminue en proportion la valeur de ces unités; et si le public ne trouve aucun intermédiaire des échanges à lui substituer, le besoin qu'il en a peut en maintenir la valeur, malgré le discrédit. On les prend sur un certain pied, seulement à cause de la persuasion où l'on est que l'on peut les replacer sur le même pied, et sans égard au remboursement.

La valeur des billets de banque ou de confiance, remboursables à bureau ouvert, a tout un autre fondement: elle est égale à celle de la monnaie qu'elle donne le droit de toucher. Des billets remboursables ne sont pas une monnaie de papier; ils sont un signe représentatif de la monnaie, ainsi que les autres engagemens du commerce. Ils tirent toute leur valeur de leur crédit; c'est-à-dire de la persuasion où l'on est qu'ils seront remboursés. Les signes représentatifs de la monnaie, et même les viremens de parties, tels qu'on les pratique à Londres, suppléent complètement la monnaie jusqu'à la concurrence de leur montant. L'économie politique fait voir les résultats quelquefois heureux et quelquefois funestes de ces supplémens. Ils remplacent avec économie un intermédiaire prodigieusement utile, mais qui n'est pas un des principes vitaux de la société, et dont la somme est nécessairement bornée par les besoins de la circulation. Ils ne peuvent jamais sans danger excéder cette somme.

---

dans le cas de payer l'argent à un taux plus élevé (c'est-à-dire de donner une plus grande quantité de tout autre produit pour l'avoir); alors son prix permet d'exploiter des mines plus dispendieuses. Si de meilleurs procédés d'extraction permettent d'obtenir le métal d'argent à moins de frais, son prix baisse et ses usages s'étendent.

Le rapport de valeur des métaux entre eux, et des monnaies principales avec leurs coupures, donne lieu à des faits qui ne sont que la conséquence de ces principes, et que l'expérience confirme toujours.

Poursuivant la marche des richesses jusqu'au terme de leur existence, l'économie politique dévoile les phénomènes qui accompagnent leur consommation. De même que l'analyse a fait connaître leur nature et leur formation, elle nous a appris que leur consommation n'est pas une destruction de matière qui excèderait le pouvoir de l'homme; la consommation n'est autre chose que la destruction de cette utilité qui avait fait d'une chose un produit en lui donnant de la valeur.

Quand cette destruction de valeur s'opère de telle sorte que la valeur détruite dans un produit passe dans un autre, c'est une consommation reproductive. C'est par elle que se forment et se perpétuent les valeurs capitales.

Quand cette destruction n'a pour objet que la satisfaction de nos besoins ou de nos goûts, c'est une consommation pure et simple, une consommation stérile.

Le terme de toute richesse sociale, le but de sa production, est la consommation. C'est elle qui fait subsister les sociétés. L'effet de l'épargne et de l'accumulation n'est pas de restreindre cette consommation, mais de l'augmenter. Les valeurs épargnées ne sont pas des valeurs soustraites à toute consommation; mais des valeurs soustraites à la consommation stérile pour être livrées à la consommation reproductive. Loin donc que l'épargne nuise à la consommation, elle la double, elle la centuple. A chaque opération productive, le capital est consommé par les producteurs; et, rétabli par eux, il est consommé de nouveau dans l'opération suivante. Une valeur qui n'a pas été capitalisée n'est consommée qu'une seule fois.

On doit en conclure que, si la consommation en gé-

néral provoque la reproduction, la consommation stérile dans un cas particulier ne la provoque pas plus que la consommation reproductive; et que celle-ci la provoque, en thèse générale, infiniment plus que la première, puisqu'elle la perpétue aussi long-temps que le même capital n'est pas dissipé par l'impéritie ou par l'amour désordonné des jouissances. C'est sans doute l'envie de consommer qui détermine les hommes à rechercher les produits, et qui est par conséquent le premier mobile de la production; or l'envie de consommer est inspirée aussi bien par le désir d'accroître sa fortune, c'est-à-dire de consommer reproductivement, que par l'amour des satisfactions présentes.

Ce désir qu'éprouvent les hommes d'accroître leur bien-être futur sur lequel se fonde la prospérité progressive des nations, est bien nécessaire pour balancer les sollicitations du présent; d'autant plus que la consommation stérile ne présente aucunes difficultés. Il ne faut aucun talent pour dépenser de l'argent; et il en faut beaucoup pour le dépenser d'une manière qui en fasse renaître la valeur, sans compter que l'exercice même de ce talent est un travail. L'impulsion de chaque moment nous excite à la consommation improductive, et les êtres les plus faibles, les femmes, les enfans, s'y laissent aisément entraîner. Mais elle n'offre à la société ou aux familles d'autres dédommagemens que la satisfaction actuelle qu'elle procure, et dont l'économie politique est loin pourtant de contester l'importance, puisque c'est elle qui perpétue la société et contribue à son bonheur.

Cette seule analyse fait tomber complètement la question de l'utilité du luxe.

Dans le cours ordinaire des choses, tout produit se consomme; car il n'est un produit qu'autant que sa valeur égale ses frais de production; sa valeur ne provient que de la demande qu'on en fait, de la demande réelle accompagnée de l'achat; et l'achat serait une perte s'il

n'était suivi de la consommation. Ce n'est donc que par accident, par de faux calculs, par des exceptions en un mot, que la production peut être en excès sur la consommation.

Nous nous sommes représenté la production comme un grand échange dans lequel nous donnons nos services productifs, ou, si l'on veut, nos frais de production, pour recevoir des produits qui deviennent par là notre bien; nous pouvons nous représenter à son tour la consommation comme un autre échange dans lequel nous donnons nos produits, notre bien, pour recevoir en retour soit d'autres produits accrus par des profits, soit des satisfactions d'où résultent le maintien de la vie et la plupart des jouissances dont elle est accompagnée (1).

---

(1) Plusieurs des jouissances et des plus précieuses de la vie ont leur source dans des biens naturels qui ne sont pas du ressort de l'économie politique, tels que l'existence elle-même, la santé, la gaieté, l'attachement de nos proches et de nos amis, l'estime de nos concitoyens, etc. Quelques philosophes ascétiques en ont tiré un sujet de blâme pour les vérités dépendantes de l'économie politique qu'ils ont représentée comme nous attachant trop exclusivement aux intérêts personnels et matériels de l'humanité. Mais leurs vues ne sont-elles pas elles-mêmes trop exclusives et trop bornées? D'abord, les richesses sociales, qui sont proprement l'objet des considérations de l'économie politique, n'excluent point la recherche des biens naturels qui sortent de sa sphère. En second lieu, les richesses sociales sont loin de nous attacher à des intérêts purement personnels et matériels. En portant sans cesse, au contraire, notre attention sur des biens communs à la société tout entière, sur les moyens de les acquérir sans préjudice pour personne, et de les répandre sur ceux que nous chérissons, elle étend nos relations et nos affections sociales. Qui ne voit d'ailleurs la liaison de nos biens matériels avec notre perfection morale? Est-ce chez les Hurons ou chez les peuples riches que l'on trouve le plus de douceur et de délicatesse dans les rapports entre les époux, les parens et les amis? Est-ce le sauvage ou l'homme civilisé qui fait travailler sa femme comme une bête de somme, et qui tue son vieux père lorsqu'il ne peut plus se nourrir? Et sous le rapport intellectuel que ne devons-nous pas à l'économie des sociétés! Ce sont les progrès de la production,

Dans le premier cas, qui est celui de la consommation reproductive, l'échange est d'autant plus avantageux que le produit qu'on obtient vaut plus que ceux qu'on sacrifie; mais pour que la reproduction soit complète, il suffit que le produit obtenu soit égal en valeur au produit consommé; dès lors le capital est remboursé et tous les services productifs sont acquittés. Et si l'on demande où se trouve l'avantage d'une reproduction qui se borne à remplacer par d'autres les produits consommés, l'analyse des faits nous montre qu'il n'y a pas ici une simple, mais une double production : l'une qui rétablit le capital dans son entière valeur, et l'autre, précisement égale, qui se distribue aux producteurs, compose leurs revenus et sert à leur entretien (1).

Dans la consommation stérile qui est un échange des produits déjà acquis contre des jouissances, l'échange est d'autant plus avantageux que les jouissances obtenues sont plus grandes en proportion des produits sacrifiés. C'est d'après cette règle que les consommations de ce genre doivent être considérées comme bien ou mal entendues. L'économie politique les distingue en consommations privées qui ont pour objet de satisfaire aux besoins des individus et des familles; et en consommations publiques qui satisfont aux besoins de la société.

Les préceptes de l'économie privée s'appliquent aux premières; ceux de l'économie publique aux secondes. Dans les unes de même que dans les autres, comme l'achat

---

c'est la division du travail, qui ont perfectionné l'homme; la charrue n'a pas moins cultivé les esprits que les terres, et l'on ne peut calculer encore l'influence que la machine à vapeur est destinée à exercer sur le sort de l'humanité.

(1) Les développemens nécessaires pour faire bien comprendre l'effet de la consommation reproductive ne peuvent entrer ici; mais on les trouve dans mon *Traité d'économie politique*, liv. III, ch. 3, et dans mon *Catéchisme d'économie politique*, 3e édition, pages 217 et 254.

des objets consommés précède ordinairement la consommation qu'on en fait, ce dernier mot est souvent confondu avec celui de dépense.

Les dépenses publiques et les dépenses privées sont exactement de même nature, car la nature des richesses est la même pour les nations et pour les particuliers. Les lois qui président à leur formation et à leur consommation ne diffèrent pas suivant l'usage qu'on en fait, de même que les principes de l'hydrostatique ne changent pas, soit qu'on les applique à des travaux publics ou bien à des constructions particulières. Mais nous ne pouvons pas fonder l'appréciation des dépenses sur des bases aussi sûres que celles qui nous déterminent dans l'appréciation des consommations reproductives. Dans ces dernières, nous avons à comparer des quantités de même nature, c'est-à-dire le prix courant des services productifs avec le prix courant des produits qui en résultent; mais, dans la consommation stérile, nous ne pouvons comparer qu'une dépense avec une satisfaction. Il y a nécessairement quelque chose de vague et d'arbitraire dans une semblable appréciation. La nature des choses qui rend notre marche si sûre dans toutes les autres parties de l'économie politique, nous abandonne ici aux seuls conseils de l'expérience; mais ce n'est point un motif suffisant pour que nous renoncions à étudier cette partie de l'économie des sociétés: toutes les parties des sciences ne sont pas susceptibles du même degré de précision; il est utile à l'avancement de nos connaissances de savoir distinguer ce qui est susceptible ou non de démonstrations rigoureuses, et c'est une partie essentielle de la science d'en connaître les limites.

Ainsi, malgré la difficulté que présente une exacte comparaison entre le montant des dépenses et les satisfactions qui en résultent, soit pour les particuliers, soit pour le public, on ne saurait nier qu'elles s'éloignent ou s'approchent plus ou moins de leur but. Les

phénomènes qui accompagnent la consommation n'arrivent pas par hasard, non plus que ceux de la production. Il y a encore ici des lois qui veulent que les mêmes causes, dans des circonstances pareilles, soient suivies des mêmes effets. On en peut déduire quelques règles pour provoquer des résultats favorables à notre bonheur comme particuliers ou comme citoyens, plutôt que des résultats nuls ou fâcheux.

Par exemple, le choix que peuvent faire les consommateurs de tels produits préférablement à tels autres, avec une dépense égale, donne toutes sortes d'avantages aux consommateurs éclairés sur ceux qui n'ont que des goûts grossiers ou dépravés. Un peuple est servi comme il veut être servi; mais il ne distingue ce qui lui convient le mieux, depuis le service qu'il retire des plus simples ustensiles de ménage jusqu'à ceux que lui rendent les fonctionnaires les plus éminens, que lorsqu'il sait apprécier ce qui est bon et rebuter ce qui ne l'est pas. C'est pour cette raison que, toutes choses d'ailleurs égales, les consommations sont d'autant mieux entendues qu'une nation est plus éclairée.

Les dépenses qui satisfont à des besoins réels sont mieux entendues que celles qui n'ont pour objet que de satisfaire à des besoins factices, et procurent des jouissances plus grandes en comparaison des sacrifices qu'elles réclament. On en peut dire autant des produits dont la consommation est lente, comparés à ceux dont la consommation est rapide (1). En soumettant à ces règles et à quelques autres du même genre tous les articles des dépenses privées et publiques, on se forme des idées un peu

---

(1) C'est tout le contraire dans la consommation reproductive. Ici la consommation des matériaux et des services ne procurant pas une jouissance, mais la réintégration d'un capital, plus prompte est la consommation, et plus tôt les travaux s'achèvent et les capitaux sont remboursés.

plus justes relativement aux avantages qu'on retire des consommations, comparés avec ce qu'elles coûtent; et des idées justes sont un premier pas vers des réformes salutaires.

L'économie de la société n'est pas affectée en bien ou en mal par les dépenses publiques seulement, mais par la manière dont on y pourvoit. Ce sont les domaines de l'État et l'impôt qui alimentent le fisc; les emprunts n'alimentent rien; les ressources qu'ils procurent au présent sont des ressources ravies au lendemain, et les frais qu'ils occasionnent ne sont compensés par aucun dédommagement.

Relativement aux impôts, les principes de l'économie politique démontrent rigoureusement qu'ils sont un sacrifice de la part du contribuable, d'où il ne résulte aucun avantage pour la nation que les services qu'elle achète par leur moyen. Lorsque ces services sont réels, lorsqu'ils procurent au citoyen la libre jouissance de ses actions et de ses biens, lorsqu'ils le protègent contre les attaques de l'iniquité au dedans et des entreprises contre son indépendance qui pourraient partir du dehors, le sacrifice qu'on exige de lui est légitime et profitable; mais s'imaginer que l'impôt n'est pas un sacrifice, prétendre qu'il favorise la production, c'est se nourrir d'illusions. L'impôt levé sur la société n'est pas reversé dans la société par les dépenses du gouvernement et des fonctionnaires publics. Cette erreur est fille de celle qui regardait l'argent monnayé comme la seule richesse. Du moment qu'on le considère ainsi, on ne voit aucune perte dans les plus grandes dilapidations, car le gouvernement remet en effet dans la circulation par les dépenses l'argent qu'il en a tiré par les impôts; mais l'argent ne fait pas partie des productions et des consommations annuelles. Ce n'est pas d'argent que vivent la société et le gouvernement, c'est de produits. Ceux que

consomment le gouvernement et ses agens, ne sont pas reversés dans la société; il reçoit du contribuable une valeur dont il le prive (1); mais il n'en fait pas cadeau à ses fournisseurs, qui donnent une autre valeur en échange du prix qu'on leur paie. Un des meilleurs économistes de l'Angleterre, M. Robert Hamilton, dit à ce sujet qu'on serait tout aussi fondé à dire qu'un voleur qui aurait forcé la caisse d'un marchand lui a restitué l'argent qu'il lui a pris, parce qu'il est venu le jour suivant, cet argent à la main, lui acheter ses marchandises.

C'est une prétention plus spécieuse, mais tout aussi peu fondée, que de vouloir favoriser la production nationale en chargeant de droits, en frappant même de prohibitions les produits d'une industrie étrangère. C'est raisonner comme un tailleur qui voudrait faire ses chapeaux pour jouir du bénéfice du chapelier. Ce qui convient le mieux à une nation, c'est de lui laisser produire ce qu'elle peut produire avec profit, et acheter au dehors ce qu'elle ne saurait produire chez elle qu'en dépensant davantage. Le commerce n'est qu'une autre manière de produire; il substitue la production de l'objet qu'on envoie à la production de l'objet qu'on reçoit. — Mais, disent les vieux préjugés, en achetant au dehors, ce ne sont pas des produits que l'on donne, c'est son argent. — Puérile terreur! Les métaux ne sont-ils pas une marchandise qui, de même que toute autre, cherche le marché où elle se place le plus avantageusement? Or, les métaux précieux que nous possédons ne

(1) La sécurité que le gouvernement procure aux producteurs est un avantage précieux, et qu'il convient de payer parce qu'il est très favorable à la production, mais qui par lui-même n'est pas productif. Quand le gouvernement produit véritablement, comme lorsqu'il forme et dirige des entreprises industrielles, il n'agit pas comme gouvernement, mais comme entrepreneur d'industrie, capitaliste ou propriétaire foncier.

se placent pas avantageusement dans l'étranger lorsque nos besoins, lorsque notre circulation en réclament, car alors ils valent plus chez nous qu'au dehors, et les spéculations du commerce nous en apportent au lieu d'en exporter. Ce n'est pas un solde à payer ou à recevoir qui fait voyager les métaux précieux, c'est uniquement le rapport de leur valeur dans les deux pays, c'est-à-dire de la quantité de marchandise qu'ils peuvent acheter. Quand, au lieu de marchandise, les commerçans envoient de l'argent, c'est parce que l'argent leur procure de plus gros retours que toute autre marchandise; or ce qui leur est plus avantageux est aussi ce qui est plus avantageux à leur pays (1).

Le fait est que l'on ne paie jamais les produits étrangers qu'avec ses propres produits, même lorsqu'on les paie en argent. Un pays contient des mines ou bien n'en contient pas; dans le premier cas, en payant l'étranger avec de l'argent, il paie avec un produit de son sol et de son industrie; s'il n'en contient pas, il ne peut acquérir l'argent qu'il donne qu'après l'avoir acquis avec ses produits indigènes. Ces derniers peuvent seuls subvenir d'une manière suivie aux exportations, parce que, renaissant sans cesse, ils peuvent seuls être constamment exportés sans devenir plus rares, et sans s'élever à un prix qui en ferait cesser l'exportation. Le système de la balance du commerce est une vieillerie qui n'a pu naître que dans un temps où l'on ignorait quelle était la nature

---

(1) Cette dernière maxime n'est constamment vraie que pour ce qui a rapport au commerce extérieur. Dans le commerce intérieur, les bénéfices d'une classe peuvent avoir lieu aux dépens d'une autre classe, et le pays n'en être pas plus riche. C'est le cas de tous les priviléges. Quand on établit une maîtrise, la corporation peut maintenir ses produits plus chers, en les préservant de la concurrence générale; mais c'est alors le consommateur qui paie ce gain abusif; abusif en ce que le consommateur a droit d'acheter les objets de ses besoins à quiconque les lui fournit au meilleur marché.

des richesses et les procédés qui les font naître. Il accuse par conséquent l'ignorance de ceux qui le soutiennent encore; il n'y a rien à leur répondre, si ce n'est: étudiez l'économie politique (1).

Si les nations ne peuvent, d'une manière suivie, acquitter leurs importations qu'avec l'exportation de leurs produits indigènes (2); si leurs bénéfices ne se composent que de l'excédant de la valeur des envois sur les retours; si, dans tous pays, nul commerce ne se continue qu'autant qu'il donne des bénéfices, on peut conclure avec certitude que les valeurs importées annuellement sont, en tout pays, supérieures aux valeurs exportées, et d'autant plus que le pays fait un commerce plus avantageux. Tous les états officiels qui montrent des exportations supérieures aux importations, sont menteurs et accusent des déclarations fausses.

---

(1) L'Angleterre, dans la dernière crise commerciale qu'elle a éprouvée, a vu disparaître sa monnaie d'or; mais cet effet n'a pas eu lieu par l'effet de ses importations, puisqu'elle était encore soumise au régime prohibitif; il a tenu à la trop grande multiplication des billets de banque qui représentent la monnaie et la suppléent. L'instrument des échanges avili par cette surabondance, sa valeur, relativement à toutes les autres marchandises, et conséquemment au lingot, a baissé. Or, du moment qu'un *souverain d'or* n'a plus valu autant qu'un petit lingot du même poids et de la même finesse, on s'est porté à la Banque pour changer des livres sterling de papier en livres sterling d'or, qu'on a fondues ou exportées. La Banque a eu beau mettre en mouvement les balanciers de l'hôtel des monnaies, les pièces disparaissaient plus vite qu'elles n'étaient fabriquées. Les banques de Londres et des provinces, ne pouvant mettre leurs billets en circulation sans qu'ils revinssent incontinent, ont été forcées de supprimer leurs escomptes ou de les réduire; et les négocians qui avaient formé des entreprises disproportionnées avec leurs capitaux, et compté sur cette facilité, ont éprouvé les désastres dont les papiers publics de 1826 ont retenti.

(2) Dans une marchandise étrangère qu'on réexporte, il n'y a de production indigène que la portion de valeur que lui ont communiquée les productions commerciale et manufacturière du pays.

Et si l'on demandait comment deux pays qui trafiquent ensemble peuvent, tous les deux à la fois, recevoir des marchandises pour des valeurs supérieures à leurs envois, je répondrais que chaque marchandise, en passant d'un pays dans l'autre, croît en valeur d'une somme égale aux profits qu'elle procure aux commerçans. Les pertes inévitables, qui ont lieu dans des communications habituelles, sont des accidens plus que compensés par les bénéfices qui résultent de ces mêmes communications. Les opérations qui donnent de la perte ne se répètent pas; celles qui se renouvellent sont des opérations profitables et les seules qui soient la base des relations commerciales suivies entre les nations (1).

On démontre, d'après les mêmes principes, l'inutilité ou plutôt les fâcheux effets des lois qui prohibent l'exportation des matières premières et favorisent celle des produits manufacturés. Les promoteurs de ces lois ignorent qu'une matière première qui s'exporte nous procure, à égalité de valeur, autant de profits que le produit le plus élaboré. De quoi se compose en effet la valeur d'un produit quel qu'il soit? de ses frais de production. Or les frais de production d'une matière première, comme d'un produit achevé, sont composés d'un profit foncier payé à l'un des propriétaires du sol, d'un intérêt gagné par un capitaliste quelconque, et du salaire reçu par les industrieux de tous grades dont les travaux ont concouru à leur production, à commencer par l'entrepreneur qui en a conçu l'idée, jusqu'au dernier manouvrier dont il s'est fait aider. Le produit dont toute la valeur consiste en main-d'œuvre, une dentelle de mille francs, par

(1) Cette doctrine choquera beaucoup d'idées anciennes, mais sera avouée de tous les négocians qui savent allier la réflexion avec l'expérience. Il est fâcheux que la plupart de ceux qui écrivent sur l'économie politique ne soient pas plus fréquemment versés dans les procédés du commerce. Ils éviteraient beaucoup d'erreurs systématiques.

exemple, ne procure pas à la nation plus de profits qu'une balle de lin qui vaut mille francs. De ces deux produits, celui dont il convient le mieux de s'occuper est celui que l'étranger demande de préférence, et qui par conséquent récompense plus libéralement les services productifs, c'est-à-dire les travaux personnels, les capitaux ou les terres qu'on y a employés.

Les progrès de l'économie politique ont fait évanouir les illusions qui ont long-temps dirigé l'Europe par rapport à ses colonies.

Que pouvait-on se proposer dans le système qu'on a suivi à leur égard? sans doute le plus grand avantage de la métropole ou de la colonie. Leur plus grand avantage, d'où peut-on l'attendre? n'est-ce pas uniquement de la nature des productions des deux contrées et du plus grand développement de leur industrie? Or, ces deux avantages, faut-il pour les trouver que les deux pays soient soumis à la même domination? assurément la même domination n'améliore pas leur climat. Améliore-t-elle leur industrie? il est permis d'en douter quand on sait que nulle part l'industrie ne se développe mieux que lorsqu'elle jouit de la plus entière liberté. La liberté peut-elle habiter dans un pays régi par les délégués d'un gouvernement situé au loin et dirigé par d'autres intérêts? La métropole n'est-elle pas obligée, à une grande distance, de laisser à ses agens un pouvoir à peu près discrétionnaire? Un tel régime n'est-il pas nécessairement infesté de tous les abus?

De son côté, la métropole est, pour favoriser la colonie, gênée dans ses rapports avec le reste du monde. L'une et l'autre, au lieu de s'aider mutuellement, se nuisent, et leur dépendance réciproque est une source perpétuelle de dépense et d'oppression (1).

(1) En voici un exemple entre plusieurs autres. Les colonies fran-

Les colonies des Européens leur coûtent sous deux rapports. Elles coûtent d'abord les frais que nécessitent leur administration civile et militaire, leurs établissemens publics, leurs fortifications, les forces militaires qu'il faut entretenir pour les protéger; et de plus, les frais dont la métropole est grevée pour leur assurer le monopole de son marché. La plupart des denrées coloniales (qu'il faudra bien nommer équinoxiales, lorsque l'inévitable moment sera venu où toutes les colonies seront devenues des états indépendans) sont pour l'Europe des produits d'une indispensable nécessité. La France seule consomme annuellement cent millions de livres de sucre brut qu'elle paie à ses colonies cinquante millions de francs avant d'avoir acquitté aucun droit. Si on lui permettait d'acheter cette denrée aux Indes orientales, elle ne la paierait que trente millions. Les droits étant les mêmes dans les deux cas, le fisc ne recevrait pas un sou de moins, et la France gagnerait vingt millions tous les ans. Elle gagnerait davantage; car la consommation deviendrait plus considérable par le bon marché, et le fisc lui-même recevrait davantage.

Qu'obtenons-nous en compensation de ces sacrifices? est-ce le privilége d'approvisionner seuls nos colonies de nos produits? nous n'en jouissons pas; car la force

---

çaises pourraient fournir du sucre terré qui a reçu une première purification, à peu près pour le même prix que le sucre brut qui est encore chargé de sa mélasse. Elles y gagneraient d'excellent tafia ou rhum. La métropole y gagnerait de fabriquer un sucre plus cristallisable et d'éviter la perte qu'elle fait sur l'extraction de la mélasse; celle-ci vaut moins en effet que les frais qu'elle occasionne; car, outre l'opération, elle coûte, de même que le sucre brut où elle est contenue, le fret, l'assurance et un droit de 25 fr. par quintal. Mais, afin de réserver à la métropole cette manipulation (qui cause une perte), on prohibe, par des droits excessifs, l'importation du sucre terré. On prive ainsi la France et la colonie d'un arrangement qui serait profitable à toutes deux.

des choses oblige de les laisser s'approvisionner ailleurs des articles qui leur sont le plus nécessaires; et, quand on ne leur laisserait pas cette faculté, elles se l'arrogeraient. Mais en supposant même qu'on pût les obliger à ne s'approvisionner que chez nous, y trouverions-nous un débouché plus grand que celui que nous offriraient les nations qui cultiveraient du sucre pour nous? Il faudrait de toutes manières payer le sucre que nous consommerions; et l'on sait qu'une nation ne peut s'acquitter autrement qu'avec ses propres produits. Les producteurs français seront toujours chargés de créer la valeur nécessaire pour acheter les produits étrangers que la France voudra consommer, de quelque part qu'elle les fasse venir.

Les colonies qui nous coûtent si cher, gagnent-elles au moins quelque chose à être gouvernées par nos bureaux? probablement que non, puisqu'elles soupirent après leur indépendance, et les seules qui l'ont obtenue sont les seules qui prospèrent. La Martinique et la Guadeloupe, quoiqu'elles ne paient que la moitié des frais que coûte leur administration, dépensent plus que si elles s'administraient elles-mêmes. Le joug de la métropole leur pèse, quoique secoué à moitié (1). Dira-t-on que les forces de la métropole sont nécessaires pour les défendre en cas de guerre, lorsqu'on a vu la seule de nos colonies qui se soit rendue indépendante, Haïti, être la seule qui n'ait pas été conquise dans la dernière guerre? D'ailleurs qu'a-t-on à regretter lorsqu'on ne perd que des charges? Tout cet échafaudage de vieille politique, qu'on appelle sytème colonial, et qui ne s'est soutenu que par d'énormes dépenses, par des guerres presque continuelles, et par

---

(1) « Le monopole établi en faveur de la France dans celles de nos « colonies qui peuvent le supporter, est un tribut que nous leur impo- « sons, et un tribut assez pesant. » *Compte rendu en* 1820 *par le ministre de la marine.*

des injustices qui vont, au besoin, jusqu'à la férocité, tombe en ruines. Les puissances maritimes commencent à comprendre qu'il est de leur intérêt de trafiquer avec tous les points du globe indistinctement; elles protégeront l'indépendance des pays d'outre-mer pour que nulle d'entre elles ne puisse en écarter les autres, et nous les verrons, après s'être battues au 18me siècle pour asservir les colonies, se battre au 19me siècle pour affermir leur liberté.

Ce tableau général, mais trop resserré, de l'économie des nations, peut du moins laisser entrevoir l'intérêt que son étude présente quand on l'observe dans ses détails; il peut aussi mettre en garde contre cette multitude d'idées fausses qui circulent parmi le vulgaire, relativement aux plus hauts intérêts des sociétés. Nous avons pu nous convaincre que, dans la vie sociale, l'impulsion ne réside point dans le gouvernement, mais dans les gouvernés; c'est là qu'est la pensée, là qu'est l'action. Nous avons pu sentir la fausseté de cet emblême suranné qui représente l'état comme une famille, dont le chef de l'administration est le père. Dans la famille, c'est du père que viennent tous les moyens de subsistance; c'est dans sa tête que naissent toutes les pensées utiles; c'est lui qui procure les capitaux; c'est lui qui travaille et dirige le travail de ses enfans. Il pourvoit à leur éducation et à leur établissement.

Dans l'état, c'est tout le contraire : les conceptions qui pourvoient à l'entretien du corps social, les capitaux, l'exécution, se trouvent chez les gouvernés. C'est là que l'on étudie les lois de la nature et que se forment les entreprises productives d'où naissent les revenus de la société. Plus accessibles à tous les genres de vérités, ce sont les gouvernés qui analysent avec le plus de succès la constitution physique et morale de l'homme, et l'économie sociale. Les nations sont réduites à s'estimer

heureuses lorsque quelques rayons de leurs lumières pénètrent dans la tête des hommes qui les gouvernent.

C'est la nature qui a créé le pouvoir paternel. Le pouvoir politique est de convention. Le père gouverne non seulement parce qu'il a engendré les enfans, mais parce qu'il est plus âgé, plus fort, plus instruit qu'ils ne peuvent l'être, et surtout parce que les enfans, jusqu'à ce qu'ils soient hommes, ne savent rien produire et sont dépendans par leurs besoins.

Dans la société civile non seulement la force morale, mais la force physique, est du côté de ceux qu'on a nommés, non sans quelque niaiserie, des enfans; car plusieurs millions d'hommes sont plus forts que quelques centaines seulement.

Ce n'est pas un tableau plus fidèle que celui qui représente les citoyens comme des brebis, et ceux d'entre eux qu'ils chargent de veiller sur les intérêts communs, comme des pasteurs. Ces bergeries politiques ne conviennent plus à un siècle parvenu à sa maturité.

ESQUISSE HISTORIQUE DES PROGRÈS DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE. — L'histoire d'une science n'est que l'exposé des tentatives plus ou moins heureuses qu'on a faites, à différentes époques et dans divers pays, pour recueillir et asseoir solidement les vérités dont elle se compose. Cette histoire devient courte à mesure que la science se perfectionne; car, suivant une observation très juste de d'Alembert, « plus on acquiert de lumières sur un « sujet, moins on s'occupe des opinions fausses ou dou- « teuses qu'il a produites. On ne cherche à savoir ce « qu'ont pensé les hommes, que faute d'idées fixes et « lumineuses auxquelles on puisse s'arrêter (1). » Ainsi dans le cas où nous connaîtrions parfaitement l'économie

(1) *Élémens de philosophie*, page 17.

des sociétés, il nous importerait assez peu de savoir ce que nos prédécesseurs ont rêvé sur ce sujet, et de décrire cette suite de faux pas qui ont toujours retardé la marche de l'homme dans la recherche de la vérité. Les erreurs ne sont pas ce qu'il s'agit d'apprendre, mais ce qu'il faudrait oublier.

Cependant toute espèce d'histoire est en droit de flatter la curiosité; elle apprend à connaître les procédés de l'esprit humain; une erreur dévoilée empêche qu'on y tombe de nouveau; sa discussion dégage et consolide les fondemens d'une vérité; et enfin, quand les principes d'une science sont encore à quelques égards débattus, son histoire admet des controverses qui répandent du jour sur les points contestés et même sur l'ensemble de la science. Je regrette donc que les limites que je me suis prescrites en ce moment, m'interdisent des développemens qui pourraient n'être pas sans intérêt et que je réserverai pour un grand ouvrage dont je m'occupe.

Les anciens paraissent avoir peu réfléchi sur l'ensemble des connaissances qui forment aujourd'hui le domaine de l'économie politique. Les deux seules nations qui nous ont transmis ce qu'ils savaient étaient deux peuples guerriers, obligés d'avoir sans cesse les armes à la main, d'abord pour se défendre contre les attaques de leurs voisins, puis ensuite pour envahir des états plus éloignés. Ils se composaient d'une caste de nobles qu'on appelait des citoyens, et d'une caste de travailleurs qu'on appelait des esclaves. Leurs institutions étaient plutôt militaires que civiles. Elles avaient pour objet des hiérarchies de pouvoir, des partages de butin, des cérémonies, des évolutions, plutôt que la protection des libres mouvemens de l'homme, le développement de son intelligence et les arts de la paix. Leur subsistance, leurs accumulations étaient fondées sur la conquête et la déprédation. Les capitaux servaient au luxe plutôt qu'à la production, et le travail ne donnait de droits qu'au mé-

pris. C'est peut-être parce que les Grecs et les Romains ont été nos premiers, et pendant long-temps nos seuls instituteurs, que l'économie politique s'est développée si tard en Europe (1). Il est permis de croire que nous aurions été moins retardés si deux nations vaincues par eux, les Phéniciens et les Carthaginois, avaient laissé des écrits qui eussent pu parvenir jusqu'à nous.

Lorsque les nations ne trouvent plus rien à piller, elles commencent à chercher les moyens de produire. D'abord leur vue se porta sur cette portion des richesses de la société qui forme la partie la plus sensible et la plus capable de frapper des regards inhabiles, les métaux précieux. Comme on voyait que les productions quelconques se résolvaient par des échanges en or ou en argent, avant d'être transformées en objets de consommation, on prit le moyen pour la fin; on crut que l'agriculture, les arts et le commerce n'étaient rien qu'autant qu'ils procuraient de l'or et de l'argent, et que nulle richesse n'était perdue aussi long-temps qu'on parvenait à conserver ces précieux métaux, qui, quoique beaucoup plus multipliés de nos jours, forment cependant encore une si petite partie de la richesse des nations. Une loi de l'empereur Constance porte que les négocians étrangers qui mettront le pied sur le territoire de l'empire, devront faire constater la somme d'argent qu'ils apportent, et qu'ils ne pourront rien y ajouter en s'en retournant. Depuis ce temps, et partout où le gouvernement s'est trouvé assez puissant pour empêcher la sortie des métaux, il a eu soin de la prohiber.

Mais il ne suffit pas de défendre l'exportation de l'ar-

(1) Leurs mauvaises doctrines sur l'objet et les ressources des sociétés se sont propagées jusqu'à nos jours, et c'est à elles peut-être qu'il faut imputer les systèmes soutenus par deux célèbres écrivains, J.-J. Rousseau et Mably, auxquels des intentions pures et de beaux talens ont fait pardonner beaucoup d'erreurs.

gent pour s'en procurer. Il fallut trouver les moyens de l'attirer. Les républiques d'Italie étaient sorties des débris de l'empire romain, et l'industrie y avait fleuri sous l'influence de la liberté. Les lettres y étaient en honneur; toutes les sciences y furent essayées, et ce fut alors seulement que l'on chercha méthodiquement les fondemens de la prospérité des états, ailleurs que dans la conquête. Antonio Serra, qui écrivait en 1613, signala le pouvoir productif de l'industrie; mais lui-même et les auteurs Italiens qui vinrent après lui, ne virent la richesse d'un état que dans l'abondance de l'or et de l'argent, et ils ne regardèrent l'agriculture, les arts et le commerce que comme des moyens d'en attirer dans leur pays. Ils sont les vrais auteurs du système de la balance du commerce, qui se fonde sur cette conclusion, qu'un état qui exporte des marchandises pour une valeur supérieure à ses importations, est nécessairement créancier d'un solde qui ne peut être acquitté qu'en argent.

Ce système fut adopté par tous les publicistes de l'Europe, soit écrivains, soit hommes d'état; il dirigea la politique de tous les cabinets, qui ne songèrent plus qu'à exclure, par force ou par adresse, des marchés de l'intérieur, les produits de l'étranger, et à lui faire acheter les leurs (1). Une conséquence du même système fut de soumettre à des entraves l'exportation des matières premières, afin d'attendre que la main-d'œuvre, en augmen-

---

(1) On se rappelle que la nature des choses mieux connue a montré depuis que les achats que nous faisons à l'étranger ne peuvent être acquittés que par les produits de notre sol et de notre industrie; que les métaux précieux ne voyagent pas pour payer des soldes de compte, mais seulement pour se rendre aux lieux où ils ont le plus de valeur; que les profits que nous obtenons dans notre commerce avec l'étranger, se manifestent par l'excédant de la valeur importée sur la valeur exportée; et que, sous quelques formes qu'aient lieu les importations, pourvu que la valeur y soit, nos profits sont également réels et nos capitaux aussi réellement rétablis.

tant leur valeur, fît entrer de plus fortes sommes de l'étranger. Les encouragemens furent pour les manufactures; et même on accorda des gratifications et des primes à l'exportation de leurs produits (1).

On voit que l'idée dominante de ce système est que la prospérité des autres nations est incompatible avec la prospérité de la nôtre (2). Il a, sinon enfanté, du moins nourri et exalté les jalousies nationales; il a conseillé aux différens peuples l'emploi de la ruse au défaut de la force, pour se dépouiller mutuellement; il a multiplié les obstacles qui nuisent à leurs utiles communications, et mis sur pied des armées de douaniers, payées par la production, non pour la servir, mais pour la gêner; il ne marche qu'entouré de réglemens et d'entraves; il a maintenu sous le joug les colonies des Européens pour ménager des marchés exclusifs à leurs métropoles; il a été la cause directe ou indirecte de la plupart des guerres, des dépenses et des dettes qui ont accablé les états les plus industrieux du globe depuis deux siècles. Ce système et la législation qui en est la suite, se sont perpétués jusqu'à nos jours; car l'autorité ne suit qu'à un long intervalle le progrès des lumières. Celles-ci naissent en général dans la classe moyenne, et ne parviennent que par degrés aux deux classes extrêmes qui, investies de la force brutale, cèdent lentement à l'autorité de la raison, et cherchent leurs points d'appui dans les préjugés, ou bien dans les intérêts privés.

Il faut convenir en même temps que le système exclu-

---

(1) On sait que la valeur tout entière d'un produit, soit brut, soit travaillé, est composée de profits qui, tous ensemble, égalent sa valeur. A égalité de valeur, il n'y a donc pas plus de profits gagnés sur les produits manufacturés que sur les produits bruts.

Quant aux primes, elles équivalent à un don gratuit fait aux étrangers aux dépens des contribuables.

(2) Adam Smith le nomme le système mercantile; d'autres écrivains le nomment exclusif. Cette dernière dénomination le caractérise mieux.

sif, en retardant les progrès du genre humain, n'a pas suffi pour les arrêter; il peut même être considéré comme un pas fait dans la carrière de la civilisation. Quoiqu'il n'eût pour but que de procurer de l'argent, il a favorisé une production réelle; il a relevé les arts utiles dans l'estime des hommes, et surtout des gouvernemens qui ne considéraient auparavant les industrieux que comme des espèces de serfs qu'on pouvait impunément vexer. La fausse idée que les richesses, quand on ne possédait pas de mines, ne pouvaient arriver que du dehors, tout en élevant des entraves nuisibles à la transmigration des produits, a été favorable aux communications des hommes entre eux; elle a donné le goût des voyages et inspiré le génie des découvertes. Ce n'est pas sans doute le système exclusif qui a conduit Colomb en Amérique et Vasco de Gama par delà le cap des Tempêtes; mais peut-être que, sans cette inquiétude vague qui entraînait les esprits vers un mieux inconnu, ces deux grands hommes n'eussent pas trouvé des princes pour seconder leurs desseins, et des compagnons pour partager leurs périls.

L'apogée du système exclusif fut le ministère de Colbert. Un ensemble de lois les unes protectrices, les autres restrictives, s'éleva protégé par la puissance de Louis XIV; Colbert réduisit ce système en pratique sur une grande échelle, et des Italiens eux-mêmes l'ont salué du nom de Colbertisme (1), quoiqu'il eût pris naissance dans leur pays. Les succès du milieu de ce règne, les grands talens par lesquels il fut illustré, rangèrent tous les publicistes français sous sa bannière, pendant la régence qui suivit, et jusque vers la moitié du 18me siècle. Savary, Melon, Dutot, Forbonnais, quoique pourvus les uns de beaucoup de sagacité, les autres de faits, ne portèrent pas plus loin leurs idées; et, quoique le système agricole, dont je parlerai bientôt, ait rallié dans la dernière moitié de ce

(1) Voyez *Il Colbertismo,* de Mengotti.

siècle, la plupart des publicistes amis du bien public, le système exclusif a compté des partisans jusqu'à notre époque; mais en très petit nombre parmi la classe instruite et peut-être seulement parmi les hommes sensibles à l'amour des places plutôt qu'à celui de la vérité.

Pour observer les premières atteintes qu'il reçut, nous sommes forcés de nous reporter en arrière et de franchir le canal de la Manche.

La compagnie anglaise des Indes, originairement fondée en 1600, puis supprimée, puis rétablie en 1658, en acquérant quelque importance, ne tarda pas à s'apercevoir que l'objet de commerce que l'on pouvait envoyer avec le plus d'avantage en Asie, était l'argent; nulle autre marchandise, à valeur égale, ne produisait d'aussi gros retours. Malheureusement le préjugé de la balance du commerce était dans toute sa force; on croyait généralement que la nation perdait les sommes qu'elle envoyait au dehors; et toute la législation était contraire à de tels envois; l'existence même de la compagnie était compromise par ces envois. Il fallut obtenir de quelques écrivains de talent qu'ils en fissent l'apologie; malheureusement le public, le gouvernement, bien plus, la compagnie elle-même, et ses avocats, partageaient le préjugé commun. On fut réduit, pour défendre une cause qui nous paraît maintenant si simple à la fois et si juste, de soutenir que l'argent exporté par la compagnie en ramenait davantage du dehors, au moyen de la vente qu'elle faisait des produits de l'Inde. Thomas Mun, l'un de ses plus habiles défenseurs, la comparait au laboureur qui jette son grain à la volée pour en recueillir plus qu'il n'en a semé.

Quand l'opinion publique n'est pas éclairée, les intérêts généraux demeurent privés de leur appui naturel, celui du grand nombre, jusqu'à ce que des intérêts particuliers viennènt à leur secours. Ceux qui trafiquaient au dehors ne pouvaient manquer de s'apercevoir que les

prohibitions bornaient l'étendue de leurs affaires; l'exportation de la laine brute était défendue dans la Grande-Bretagne, sous le prétexte qu'il fallait favoriser les manufactures de l'intérieur, et les propriétaires de troupeaux ne trouvaient pas leur compte à cette défense; ces intérêts spéciaux fournirent à plusieurs écrivains anglais des occasions d'embrasser dans leurs spéculations des intérêts plus étendus, et même l'économie générale de la société. Josiah Child, William Petty, Dudley North, le célèbre Locke, Steuart, y firent successivement des découvertes; mais n'ayant encore que des idées confuses sur la nature et la source des richesses, ils étaient privés du fil qui seul pouvait les guider dans ce labyrinthe. Cependant nous approchons du milieu du 18me siècle, époque où l'économie politique, vue de plus haut, devait absolument changer de face.

David Hume publia en 1752 ses Essais, dont la seconde partie roule presque entièrement sur des sujets économiques. Là il déposa les idées les plus justes sur l'agriculture, les arts utiles, le commerce, les monnaies, les capitaux, le taux de l'intérêt, la balance du commerce. L'or et l'argent n'y sont point considérés comme les seules richesses (1); l'industrie y est représentée non seu-

---

(1) « L'argent n'est pas, à proprement parler, la matière du com« merce; il n'est que l'instrument dont les hommes sont convenus de « se servir pour faciliter les échanges. » *Essai* 3, *partie II*, *sur les Monnaies.*

« On ne peut disconvenir qu'un grenier rempli de blé, un magasin « d'armes ou d'étoffes, ne soient des richesses réelles et qui contribuent « également à la défense de l'État. » *Essai* 1, *sur le Commerce.*

« Tout au monde est acheté par du travail. » *Ibid.*

« On attribue la baisse de l'intérêt à l'abondance de la monnaie; « mais l'abondance de la monnaie n'a d'autre effet que d'élever les prix... « La hausse de l'intérêt tient à trois causes : beaucoup de demandes pour « emprunter, peu de capitaux à prêter, et de grands profits à faire dans « l'industrie. » *Essai* 4 *sur l'Intérêt.*

« Qu'un état conserve de la population et de l'industrie, et il peut « s'en rapporter aux intérêts privés du soin de l'approvisionner d'ar« gent. » *Essai* 6, *sur la Balance du commerce.*

Tous ces Essais ne sont que des développemens de ces mêmes principes.

lement comme la source du bien-être physique des peuples, mais aussi de leur développement moral et intellectuel. C'est aussi la doctrine d'Adam Smith, qui, vers l'époque où les Essais de Hume parurent, se lia étroitement avec l'illustre philosophe, son compatriote, que l'on peut regarder comme son maître en même temps que son ami. Dans la même année 1752, Smith fut nommé à une chaire de philosophie morale à Glasgow, et ce fut dans son Cours qu'il introduisit l'enseignement de l'économie politique, durant lequel il ne cessa d'entretenir d'intimes relations avec Hume.

Les grands hommes sont le résultat des événemens non moins que de la nature. La nature fait les frais de leurs facultés, et les circonstances, au milieu desquelles la fortune les place, sont le terrain où ce germe se développe. La paix de 1763 eut lieu. La France paya cher l'incapacité de son gouvernement ; mais la plus mauvaise paix vaut mieux qu'une guerre prolongée. Les Anglais riches se répandirent sur le continent, et, parmi eux, le jeune duc de Buccleugh. Un ami commun fit à Smith la proposition de l'accompagner ; et les avantages qui lui furent offerts, joints au désir de comparer d'autres mœurs et d'autres institutions avec celles de son pays, déterminèrent Smith à accepter cette proposition. Je remarque ce voyage parce que je pense qu'il eut une fort grande influence sur les progrès de la science qui nous occupe. Smith, avec le jeune duc, après s'être arrêtés peu de temps à Paris, se rendirent à Toulouse, où ils passèrent un an et demi. Là ils se rendirent maîtres de notre langue qu'il ne suffit pas d'avoir étudiée dans les livres, pour être en état de sentir les agrémens et souvent l'instruction que l'on trouve dans la bonne compagnie en France. Smith, après avoir parcouru nos provinces du midi et une partie de la Suisse, se rendit à Paris, où il passa dix mois avec tous les avantages que pouvaient procurer la grande fortune, aussi bien que le nom de son

compagnon de voyage, et surtout les recommandations de Hume.

Introduit dans la société du duc de Larochefoucault, de Turgot, d'Helvétius, il s'y rencontrait habituellement avec les hommes les plus recommandables de la France dans les lettres et la philosophie, et surtout avec Quesnay et ses partisans, qui, à cette époque, étaient en fort grand crédit, non encore dans l'administration, mais parmi le monde savant, parmi les amis de leur pays et de l'humanité. Dupont de Nemours m'a dit s'être souvent rencontré avec Adam Smith dans cette société, peut-être la plus recommandable de l'Europe, et il y était regardé comme un homme judicieux et simple, mais qui n'avait point encore fait ses preuves. Son Cours public à Glasgow n'avait point acquis une grande célébrité (1).

C'est ici le lieu de parler de la doctrine de Quesnay et de ses sectateurs, qu'on appelait alors les *économistes*, mais que, depuis les grands progrès qu'on a faits ensuite dans le même genre de connaissance, nous sommes forcés de désigner par le nom d'économistes du 18[me] siècle.

Quesnay et ses partisans croyaient que les seuls biens que possédassent les hommes, venaient de la terre, soit qu'elle les produisît spontanément comme les métaux qu'elle recèle dans son sein, les animaux qui peuplent sa surface et les eaux dont elle est baignée; soit que ces biens fussent provoqués par la culture. C'est un système qui depuis a trouvé son pendant dans un autre, qui maintient qu'aucuns de nos biens ne viennent de la terre,

---

(1) Dupont de Nemours, dans ses *Notes sur les OEuvres complètes de Turgot*, dont il est l'éditeur, en parle comme ayant vécu dans l'intimité de Quesnay. « Smith en liberté, dit-il à l'occasion d'un point « d'économie politique, Smith dans sa chambre, ou dans celle d'un ami, « comme je l'ai vu quand nous étions condisciples chez M. Quesnay, se « serait bien gardé de le nier. » *OEuvres de Turgot*, tome V, page 136.

et qu'ils sont tous le fruit du travail. Leur dissentiment n'a lieu que parce qu'on ne s'entend pas sur les biens dont il s'agit. L'un de ces systèmes les fait consister dans les matériaux où se trouve engagée leur valeur; l'autre les fait consister uniquement dans cette valeur en faisant abstraction de la matière. Mais la nature des choses n'affecte pas des formes aussi simples, et n'admet pas des décisions si absolues. On a pu en trouver ailleurs les raisons et sentir le danger des principes absolus quand on a vu que, par des conséquences rigoureusement déduites, l'un de ces systèmes tendait à faire porter sur les terres le fardeau tout entier de l'impôt, et l'autre à les en affranchir entièrement.

Le grand pas que les économistes de Quesnay ont fait faire à la science, a été de montrer que la richesse résidait dans la chose qui a un prix et non dans le prix qu'on en tire, qui n'en est que la suite nécessaire. On a su dès lors qu'en produisant cette chose on pouvait produire de la richesse; et ils ont mis par là sur la voie de découvrir les moyens par lesquels les nations obtiennent et multiplient ce qui fait leur aisance et leur prospérité.

Je ne peux ici exposer en détail les doctrines des économistes du 18me siècle et les conséquences qu'ils en tirent : il faut les chercher dans les écrits qui ont pour objet de les exposer et de les combattre; je me contenterai de dire que, sauf celles qui ont rapport à l'impôt, elles sont presque toutes favorables au bien public, à la saine politique et à la bonne morale. Ils arrivent à des conclusions semblables à celles auxquelles les derniers progrès de la science ont conduit, mais par des motifs différens (1).

---

(1) Par exemple, ils veulent qu'on laisse aux hommes, dans les manufactures et le commerce, le plus libre usage de leurs facultés, et proclament la maxime : *laissez faire et laissez passer,* dans le but de réduire, par la concurrence, au taux le plus bas, les charges qui dimi-

On ne saurait douter que dans la conversation de ces hommes de bien, en général très savans, et dans les premières sociétés de l'Europe, au moment où les matières économiques étaient le principal sujet de leurs entretiens, Adam Smith n'ait réformé les idées imparfaites qu'il pouvait avoir, et conçu différemment plusieurs parties de sa doctrine. On peut l'inférer du moins du soin minutieux qu'il a pris de détruire tout ce qu'il avait écrit sur l'économie politique avant cette époque, et notamment la totalité des cahiers sur lesquels il avait professé cette science à Glasgow, tandis qu'il a conservé sa théorie des sentimens moraux, qui servait à une autre branche de son enseignement et quelques autres essais étrangers à l'économie politique.

De retour de France en 1766, il se retira dans la petite maison qu'occupait sa mère au village de Kirkaldy, à quelques lieues d'Edimbourg, au delà du golfe que domine cette cité. C'est dans la retraite qu'un philosophe se retrace nettement ce qu'il a observé, qu'il juge par induction de ce qu'il n'a pas vu, et en tire d'importantes vérités. C'est là qu'il entre en communication avec le monde entier, dont la société ne lui offre que des parties. C'est là qu'Adam Smith composa ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations,* ouvrage

---

nuent le *produit net,* suivant eux le seul produit sur lequel vit la société (*a*). Les économistes de notre temps réclament la même liberté d'industrie dans le but de diminuer les frais de production, parce que, suivant eux, les consommateurs, c'est-à-dire la société, sont d'autant plus riches que les producteurs, obtenant les produits à meilleur marché, peuvent les donner à plus bas prix. (Voy. le *Traité d'économie politique de J. B. Say,* liv. II, chap. 2.) Mais, par une inconséquence qui vient de ce que les partisans de Quesnay n'avaient pas bien approfondi la nature des richesses, ils veulent que les produits agricoles soient chers, pour que le produit net soit plus considérable.

(*a*) On peut consulter à ce sujet les mots *produit brut* et *produit net*, dans la nomenclature qui suit cet article.

qui élève l'économie politique au rang des sciences positives, par le soin qu'il a pris de ne jamais fonder un raisonnement que sur l'observation et l'expérience. S'il énonce une vérité générale, cette proposition abstraite n'est que l'expression commune de plusieurs faits réels. De cette manière, il ne s'égare jamais dans des abstractions, ni dans des suppositions gratuites, ni dans des conjectures hasardées. C'est ainsi qu'il a soumis à son examen la plupart des questions qui intéressent l'économie des nations. S'il ne les a pas toutes traitées, c'est parce qu'il n'a pas soumis à un arrangement systématique l'ensemble de la science, arrangement qui lui eût fait apercevoir les lacunes qu'il a laissées, et qui a été essayé par un de ses élèves, mais non de ses concitoyens, en supposant toutefois que les hommes qui s'occupent du bien de l'humanité ne soient pas tous concitoyens entre eux.

C'est ainsi qu'Adam Smith n'a pas analysé complètement les procédés généraux de la production, de la distribution et de la consommation des richesses. Leur nature même n'est nulle part dans son ouvrage clairement expliquée, et les différentes propriétés de cette qualité si variable et si fugitive, qu'on appelle la valeur, n'y sont pas déterminées d'une manière satisfaisante. La théorie de la production commerciale y est oubliée, de même que la théorie des échanges qui rend les nations intéressées au progrès les unes des autres, et sera pour l'avenir le gage le plus assuré de leur bienveillance réciproque.

Mais s'il fallait seulement esquisser le nombre des vérités utiles que Smith a mises au dessus du doute, les conséquences utiles qu'il a tirées des principes le plus solidement établis, les aperçus à la fois fins et justes que lui fournissent à chaque instant les observations le mieux dirigées, les exemples variés que lui fournit l'instruction la plus vaste, on ferait un volume.

Dès avant la publication de l'ouvrage de Smith, ou presque en même temps, quelques écrivains italiens, au nombre desquels il faut placer sur un rang très élevé, Verri, Beccaria, Filangieri, contribuèrent à développer et à répandre des notions d'économie politique très judicieuses et très utiles; mais ils ne me paraissent pas avoir d'allure qui leur soit propre, et marchent constamment appuyés sur les publicistes de l'Angleterre et de la France. Benjamin Franklin, en Amérique, et avant d'avoir connu, à ce qu'il semble, les écrits de ceux qui l'avaient précédé, plaça dans la plupart de ses publications des vues d'économie générale où l'on retrouve cette philosophie expérimentale qui empêche qu'on ne s'égare, et qui apporte toujours d'utiles tributs au trésor commun des connaissances humaines. Raynal, dans son histoire de l'établissement des Européens dans les deux Indes, Condorcet, dans ses notes sur la première édition complète de Voltaire, Necker, dans ses écrits sur les finances, le comte de Mirabeau, dans ses polémiques, dirigèrent l'attention du public instruit sur les questions économiques. Enfin l'émancipation de l'Amérique anglaise en 1776, et la révolution de France en 1789, ouvrirent un champ immense aux observations qui avaient pour objet l'économie des sociétés. Des gouvernemens conseillés soit par des passions populaires, soit par d'anciennes prétentions, soit par des ambitions nouvelles, accumulèrent des fautes déplorables pour les nations, mais au total favorables aux progrès de l'esprit humain.

Bonaparte détestait l'économie politique; non pas qu'il y comprît quelque chose, mais par instinct, et parce que l'arbitraire ne veut être lié par aucun principe. Il veut gouverner même la nature des choses; mais la nature des choses est la plus forte; et quand Bonaparte est tombé, non à cause des neiges de Russie ou de la défection de ses serviteurs, mais uniquement par ses fautes, les principales nations de l'Europe, et notamment la France et

l'Angleterre, se rejoignant, après une longue scission, se sont trouvées avoir suivi une marche parallèle.

En Angleterre, Malthus n'avait pas introduit une théorie nouvelle en publiant son Essai sur le principe de la population, car tous les économistes avaient déjà remarqué qu'elle s'élève constamment au niveau de la production; mais il avait montré toutes les conséquences de ce principe, et surtout la folie aussi bien que le danger d'accroître la population par des moyens factices. Chastellux, dans son livre de la Félicité publique, était arrivé aux mêmes résultats; mais l'ouvrage de Malthus avait quelque chose de plus positif, et il abonde en vues d'utilité pratique. Cependant il ne traite qu'une seule des questions relatives à l'économie sociale.

En France, à peu près dans le même temps, on publiait un livre qui les embrassait toutes. Cet ouvrage, dont il ne me serait pas permis de parler, si je pouvais m'en dispenser dans un précis historique sur ce sujet, a contribué peut-être à donner aux études économiques une direction plus méthodique et plus sûre que celle qui avait été suivie jusqu'alors; on avait traité des questions éparses; on n'avait point encore de Traité d'économie politique (1). Un arrangement méthodique des matières a permis d'en saisir l'ensemble, de discerner l'appui qu'elles se prêtent mutuellement, et d'apprécier le degré de leur importance. On a pu dès lors porter un jugement éclairé des opérations de l'autorité publique et savoir ce que coûtent les grandes expériences dont les peuples font toujours les frais. Les questions plus nettement posées ont provoqué des solutions plus précises. Les écrits sur l'économie politique se sont multipliés. On

---

(1) L'ouvrage de Steuart n'est qu'un traité de la balance du commerce; il est plutôt politique qu'économique, et il s'est écroulé avec les erreurs sur lesquelles il était fondé.

n'a pas été d'accord sur tout; mais en général on l'a été sur les points importans; et sur les autres du moins on a mieux su de quoi il s'agissait. Pour s'en convaincre, pour juger les progrès qui ont été faits, il suffit de lire les anciens écrits sur les mêmes matières, même ceux des auteurs les plus célèbres. On est frappé du vague des idées et de l'expression. On sent qu'ils parlent sur des choses dont ils ne se sont pas bien rendu compte; ils cherchent à expliquer ce qu'ils ne se sont pas expliqué à eux-mêmes.

En Angleterre, de 1804 à 1810, la dépréciation du papier monnaie (*bank notes*) a fait naître une foule d'écrits parmi lesquels on a distingué ceux de M. Huskisson, actuellement président du bureau du commerce, et ceux de David Ricardo, que la science a perdu depuis, homme à la fois fin et consciencieux, modeste avec une immense fortune et ferme avec douceur. Il a dévoilé complètement la théorie des monnaies, en prouvant que cet agent de la circulation (*circulating medium*) est une marchandise autre que la matière dont elle est faite; il a démêlé avec sagacité l'influence réciproque de leur valeur réciproque, et prouvé que, dans les échanges, la valeur de la monnaie, fût-elle de papier, s'établit d'après des principes tout à fait analogues à ceux qui déterminent celle de toute autre marchandise. Il s'éleva entre lui et M. Malthus une controverse sur l'origine et les effets du profit foncier (*rent*), où l'un et l'autre en poussant trop loin les conséquences de principes avoués, et négligeant les faits accessoires qui ont aussi leurs principes et leurs conséquences, se sont perdus dans une métaphysique obscure qui, selon plusieurs personnes, n'a rien ajouté à nos connaissances réelles. En courant après la recherche de ce qui doit être, on perd de vue ce qui est, on s'éloigne de toute application utile, et l'on devient prodigieusement ennuyeux; ce qui nuit à la propagation des lumières, même lorsqu'on a raison.

En 1817, David Ricardo publia un gros volume (1), où, pour le fond des idées, il adopte la doctrine d'Adam Smith, mais où malheureusement, dans les développemens et les démonstrations, il s'écarte trop souvent de l'excellente méthode de cet auteur, pour la remplacer par des argumens subtils qui le conduisent à des résultats que ne confirment pas les faits réels (2). On a fait beaucoup de bruit en Angleterre de son principe que l'inégale fertilité des terres est l'unique cause du profit foncier que rendent celles de meilleure qualité. Le fait que les terres inférieures ne rendent qu'à peine les frais de culture, a été remarqué dès longtemps (3); et l'on avait attribué le profit que celles de meilleure qualité donnent par delà des frais de culture, aux circonstances où se trouve la population environnante. Partout où cette population est assez nombreuse et assez riche pour payer les produits à un prix qui permette au propriétaire du sol de réclamer un profit pour son instrument qui est le sol, il se présente un fermier. Voilà le fait et en voilà la cause. Prétendre que la quantité des produits agricoles que réclament les besoins de la société, n'exerce aucune influence sur leur valeur, c'est démentir l'expérience. Prétendre que le travail est l'unique source de toute richesse, c'est la démentir également; c'est faire la contrepartie de Quesnay, qui prétendait, au contraire, que le travail ne produisait rien et que la terre produisait tout. Il est fâcheux pour la science qu'on y introduise des argumentations scolastiques pour remplacer les inductions que suggère au bon sens la nature des choses. Dans les sciences physiques on fonde un principe sur des

---

(1) *On the Principles of political economy and taxation*, traduit en français par Constancio, avec des notes de J. B. Say.

(2) Dans nos discussions verbales, Ricardo me disait fréquemment : Accordez-moi ce point pour la commodité de l'argument, *for the sake of argument*.

(3) *Voy.* Smith, *Richesse des nations*, liv. I, ch. 11, partie 2e.

expériences et des observations et non sur des syllogismes; tout porte à croire que les sciences morales et politiques ne feront des pas assurés que lorsqu'on leur appliquera cette méthode expérimentale, indiquée par Bâcon, perfectionnée par Galilée, par Newton, et à laquelle les sciences naturelles doivent les étonnans progrès qu'elles ont faits de nos jours.

Mai 1826. J.-B. SAY.

NOMENCLATURE ÉCONOMIQUE.

La plupart des termes dont on se sert en parlant d'économie politique, et qui sont consignés ici, ont des significations consacrées par les bons auteurs et par l'usage; mais l'usage et les bons auteurs ne s'astreignent pas toujours à les employer dans le même sens; dès lors le même mot exprime différentes idées selon la thèse qu'on veut soutenir, ou bien la personne qui les emploie attache à ces mots une signification, et celle à qui on les adresse en attache une autre; de là des dissertations obscures et d'interminables controverses. Si tous les auteurs qui ont écrit sur ces matières s'étaient imposé la loi de donner leur dictionnaire, ils se seraient mieux fait entendre; peut-être se seraient-ils mieux entendus eux-mêmes.

Une nomenclature générale est utile, sous un autre rapport, à l'avancement d'une science; elle offre un moyen de s'assurer qu'on n'a laissé sans explication aucune partie de la science; car la nécessité d'expliquer un terme et d'expliquer ensuite les termes qui ont servi à cette explication, entraîne la nécessité d'embrasser la totalité des idées que comporte le sujet. Cette nomenclature était un supplément indispensable à l'esquisse rapide qui précède, et qui est plutôt destinée à indiquer les sommités du sujet, qu'à faire sentir les points intermédiaires qui les lient.

Les preuves et les exemples qui appuient les définitions que je donne ici des termes de l'économie politique, ne pouvaient se placer dans un cadre aussi étroit. Il faut, par exemple, une démonstration assez étendue pour prouver qu'une

portion considérable des monnaies d'un pays ne fait nullement partie de ses capitaux. Les lecteurs qui veulent des développemens et des preuves, doivent donc recourir à mes autres ouvrages.

ACCUMULATION, ACCUMULER. On accumule lorsqu'on ajoute l'une à l'autre plusieurs épargnes successives pour en former un capital, ou pour augmenter un capital déjà existant.

On serait dans l'erreur si l'on s'imaginait que les valeurs ou produits accumulés sont soustraits à toute espèce de consommation; ils n'y sont soustraits que jusqu'au moment où ils sont employés comme capital : dès lors ils sont consommés reproductivement, et ce genre de consommation procure aux producteurs des produits ainsi capitalisés, un encouragement précisément égal, quoique portant sur d'autres objets, à celui qui résulte d'une consommation improductive.

AGENS DE LA PRODUCTION. C'est ce qui agit pour produire; ce sont les industrieux et leurs instrumens; ou, si l'on veut personnifier l'industrie, c'est l'industrie avec ses instrumens. De leurs services productifs réunis naissent tous les produits. *Voy.* INSTRUMENS DE L'INDUSTRIE.

AGRICULTURE ou INDUSTRIE AGRICOLE. C'est l'industrie qui provoque la production des matières brutes. Les économistes sont convenus d'assimiler aux travaux agricoles ceux qui se bornent à recueillir les productions spontanées de la terre et des eaux, comme les travaux du mineur, du pêcheur, etc.

BALANCE DU COMMERCE. C'est la comparaison qu'on fait de la somme des valeurs exportées avec les valeurs importées. Si l'on pouvait avoir une évaluation exacte de la somme totale des valeurs exportées et importées, on saurait à combien se montent les profits d'une nation dans son commerce avec l'étranger : ses profits sont égaux à l'excédant de ses importations sur ses exportations.

CAPITAL. Somme de valeurs employées à faire des avances à la production. Ces valeurs, qui sont originairement le fruit de l'industrie aidée de ses instrumens, ne se perpétuent

et ne forment un fonds productif permanent, qu'autant qu'elles sont consommées reproductivement. Du moment que, soit par l'amour des jouissances qu'elles peuvent procurer, soit par l'impéritie de l'entrepreneur qui les emploie, elles ne renaissent pas dans d'autres produits, le capital est dissipé en tout ou en partie.

Tout capital transmissible est composé de produits matériels; car rien ne peut passer d'une main dans une autre, si ce n'est des matières visibles. Un crédit ouvert, des effets de commerce, ne sont que des signes des valeurs matérielles actuellement possédées par celui qui les cède, pour un temps ou pour toujours, à celui qui les accepte.

L'homme qui dispose d'un capital, soit qu'il lui appartienne, soit qu'il l'ait emprunté, le transforme, par des échanges, en objets propres à la consommation. Quand il est transformé en améliorations à un fonds de terre, en bâtimens, en machines durables, on l'appelle un *capital engagé*; quand il est employé à acheter des matières premières et des travaux, on l'appelle un *capital circulant*. La production n'est considérée comme complète, que lorsque les valeurs capitales engagées sont entretenues de manière à conserver leur valeur vénale entière, et lorsque la valeur des produits obtenus rembourse les avances faites au moyen du capital circulant.

Cette fonction du capital peut se nommer le service productif du capital. Lorsqu'un capitaliste ne veut pas lui-même faire travailler son capital, il le prête à un entrepreneur d'industrie, et en tire un loyer qu'on nomme un *intérêt* (1).

---

(1) Le prêteur transmet à l'emprunteur les valeurs qu'il lui confie sous différentes formes. C'est quelquefois sous la forme d'un titre qui donne à l'emprunteur le droit de disposer d'une valeur matérielle quelconque; d'autres fois c'est sous la forme de marchandises, comme lorsqu'on vend des marchandises à crédit; d'autres fois c'est en écus. La forme ne change pas la nature du capital, qui est toujours une valeur matérielle qu'on cède la faculté d'employer et de transformer ainsi qu'il convient à la production. C'est par suite d'une fausse conception de la nature et des fonctions d'un capital, que l'on a appelé son loyer, *intérêt de l'argent*. C'est si peu l'argent que l'on prête, que

Il vend ainsi le service qu'est capable de rendre son capital, de même que le propriétaire d'un fonds de terre vend, en le louant, le service que cet agent productif est capable de rendre; de même qu'un ouvrier vend son temps et son travail pour un salaire.

CAPITALISTE. C'est le propriétaire d'un capital productif, qui en retire un profit quand il le fait valoir par lui-même, ou un intérêt quand il le prête à un entrepreneur d'industrie.

CIRCULATION. C'est le mouvement des monnaies ou des marchandises lorsqu'elles passent d'une main dans une autre. La circulation n'ajoutant rien à la valeur des choses, n'est point par elle-même productive de richesses; mais quand elle est active, quand les produits passent promptement d'un producteur à un autre jusqu'au moment où ils ont acquis leur entière valeur, et lorsqu'ils passent promptement de leur dernier producteur à leur premier consommateur, la production est plus rapide.

Toute marchandise ou denrée qui est offerte pour être vendue, est dans la circulation; elle n'y est plus lorsqu'elle est entre les mains de celui qui l'acquiert pour la consommer. Des immeubles, des services productifs peuvent être dans la circulation lorsqu'ils sont à vendre; ils n'y sont plus quand ils cessent de pouvoir être acquis. La monnaie est une marchandise qui est toujours dans la circulation, parce qu'elle n'est jamais acquise pour être consommée, mais bien pour être échangée de nouveau.

COMMERCE ou INDUSTRIE COMMERCIALE. C'est l'industrie qui met un produit à portée du consommateur; le produit acquiert par là un avantage qu'il ne possédait pas et qui ajoute à sa valeur. Cette valeur additionnelle est ce qui constitue la production commerciale. Les hommes qui concourent par entreprise à cette espèce de production, comme

---

les mêmes écus peuvent servir successivement à transmettre dix valeurs capitales qui sont autant de capitaux différens rapportant dix loyers différens.

les banquiers, commissionnaires, courtiers, etc., sont commerçans ou négocians.

COMMERCE DE TRANSPORT. Il consiste à faire acheter des marchandises dans l'étranger pour les revendre dans l'étranger.

COMMERCE ÉTRANGER ou EXTÉRIEUR. Il consiste à exporter des marchandises indigènes et à importer des marchandises étrangères.

COMMERCE INTÉRIEUR. Il consiste à acheter des marchandises du pays pour les revendre dans un autre lieu du même pays, ou bien à les acheter en gros pour les revendre en détail. C'est de beaucoup le plus important des commerces, même chez les peuples qui ont le commerce extérieur le plus vaste.

CONSOMMATEUR. C'est celui qui détruit la valeur d'un produit, soit pour en produire un autre, soit pour satisfaire ses goûts ou ses besoins. Tout le monde est consommateur, parce que nul ne peut vivre sans consommer; par conséquent, l'intérêt du consommateur est l'intérêt général.

CONSOMMATION. C'est l'action de consommer; elle est reproductive ou stérile. La consommation reproductive comprend celle des services qui contribuent à la production. On ne saurait consommer la même valeur deux fois; car la consommer, c'est la détruire. Toute consommation est une perte qui, dans la consommation reproductive, est compensée par un nouveau produit dont le prix rétablit le capital, et par une somme de profits égale à la valeur produite et distribuée entre tous les producteurs. Dans la consommation improductive, la perte est compensée par la satisfaction qui en résulte pour le consommateur.

Les consommations publiques sont celles que l'on fait pour satisfaire aux besoins du public; les consommations privées sont celles qui ont pour objet de subvenir aux besoins des individus ou des familles.

CRÉDIT. C'est la faculté que possède un homme, une association, une nation, de trouver des prêteurs. Il se fonde sur la persuasion où sont les prêteurs que les sommes prêtées

leur seront rendues, et que les conditions du marché seront fidèlement remplies.

Le crédit ne multiplie pas les capitaux; car si celui qui emprunte jouit d'une valeur capitale, celui qui prête cesse d'en jouir; mais le crédit permet qu'un capital sorte d'une main où il serait oisif, pour passer dans celle qui peut le faire fructifier.

CULTIVATEUR. Entrepreneur d'une industrie qui fait valoir un fonds de terre. Lorsqu'il n'est pas propriétaire du fonds, l'entrepreneur est un fermier.

DÉBOUCHÉS. Ce sont les moyens d'écoulement que trouvent les produits. C'est la production d'un produit qui ouvre des débouchés à un autre; car chaque personne ne peut se procurer de l'argent pour acheter, que lorsqu'elle a quelque chose à vendre.

DENRÉE. Marchandise qui s'achète, non pour être revendue, mais pour être consommée.

DISTRIBUTION DES VALEURS CRÉÉES. Elle s'opère, soit par l'achat que fait un entrepreneur d'industrie des services productifs de ses co-producteurs, soit par l'achat qu'un entrepreneur fait, à celui qui l'a précédé, d'un produit destiné à recevoir de lui une façon additionnelle; comme lorsque le manufacturier achète la laine du fermier, ou le marchand en détail l'étoffe du manufacturier.

ÉCHANGES. Tout producteur échange le produit auquel il a concouru contre le produit qu'il veut consommer; celui qu'il vend contre celui qu'il achète. La vente n'est que la moitié d'un échange, dont l'achat est le complément. L'échange ne crée pas de la valeur, mais il la fait circuler. La monnaie n'est qu'un intermédiaire dans les échanges; elle n'en est pas le but, mais le moyen; car on ne la cherche que pour la donner de nouveau; tandis que l'on acquiert un produit pour le consommer.

EMPRUNT PUBLIC. Valeur acquise par un gouvernement au prix d'une rente payée par les contribuables.

ENTREPRENEURS D'INDUSTRIE. Ce sont ceux qui entreprennent un genre de production pour leur compte. Ils

font l'avance des frais de production et sont remboursés par la valeur des produits. Le cultivateur, soit propriétaire, soit fermier, le manufacturier, le négociant, sont des entrepreneurs d'industrie.

EXPORTATION, IMPORTATION. On exporte ce qu'on envoie au dehors; on importe ce que l'on fait venir de l'étranger. Une nation ne peut acquitter ses importations que par ses exportations, et elle ne peut exporter d'une manière suivie que ses produits. Le gain qu'elle fait dans son commerce étranger se compose de l'excédant des valeurs importées sur les valeurs exportées.

FERMAGE. C'est le loyer d'un fonds de terre prêté à un entrepreneur qui est le fermier. Le fermage peut excéder le profit que le fonds de terre est capable de rendre, ou le profit excéder le fermage.

FISC. C'est le nom que prend le trésor public lorsqu'il exerce son action contre le contribuable.

FONDS, FONDS PRODUCTIFS. On peut les distinguer en *fonds industriel* ou de facultés industrielles, et en *fonds d'instrumens de l'industrie,* qui sont les capitaux et les terres. Ils sont la source de tous les profits ou revenus de la société.

FRAIS DE PRODUCTION. Ils sont le prix que coûte la totalité des services productifs nécessaires pour amener un produit à l'existence, c'est-à-dire le prix du concours des travaux de l'industrie, des capitaux et des terres (1). La production étant un grand échange où l'homme donne les frais de production pour recevoir en retour les produits, il conclut un échange d'autant plus avantageux qu'il donne moins de frais et reçoit plus de produits. C'est en cela que consistent les progrès de l'industrie.

IMPOT. Valeur levée sur les contribuables pour subvenir aux dépenses publiques. Quand les impôts sont votés par de

---

(1) Il convient d'assimiler aux fonds de terre tous les agens naturels qui sont devenus des propriétés et dont il faut payer le concours, comme les mines, les cours d'eau, etc.

véritables représentans, ils prennent le nom de contributions. Comme ils doivent nécessairement être pris sur une valeur produite, on doit les considérer comme une diminution du revenu des particuliers pour former le revenu de l'état. Leur montant n'est pas reversé dans la société par les dépenses que font les gouvernemens, car une dépense est un échange et non une restitution.

Le poids de l'impôt ne tombe pas sur le contribuable lorsqu'il peut se le faire rembourser par ses co-producteurs ou par ses consommateurs; mais cet effet n'a lieu que dans des proportions infiniment variées et dépendantes de la position de chacun.

INDUSTRIE. L'industrie est l'action des forces physiques et morales de l'homme appliquées à la production. Plusieurs auteurs se contentent de la désigner par le nom de travail, quoiqu'elle embrasse des conceptions et des combinaisons pour lesquelles l'idée de travail semble trop restreinte.

En analysant ses fonctions, on trouve qu'elles se composent de celles du savant qui étudie les lois de la nature, de celles de l'entrepreneur de la production qui applique les connaissances acquises par la société à la satisfaction de l'un ou l'autre de ses besoins, et de celles de l'ouvrier, du simple salarié.

Les travaux industriels, quand ils sont appliqués à provoquer l'action productive de la nature et à recueillir ses produits, se nomment *industrie agricole;* quand ils sont appliqués à modifier des produits déjà existans, on les nomme *industrie manufacturière;* quand elle les met à la portée des consommateurs, on la nomme *industrie commerciale.*

INDUSTRIEUX ou INDUSTRIELS (les). Ce sont les hommes qui concourent d'une façon quelconque à la production.

INSTRUMENS DE L'INDUSTRIE. Ils sont quelquefois des propriétés exclusives, comme les fonds de terre, les capitaux. D'autres fois ils n'appartiennent à personne et sont à l'usage de tous les hommes, comme la mer qui porte nos navires, le vent qui les pousse, la chaleur du soleil, l'élasticité de la vapeur et les autres lois du monde physique.

L'emploi des instrumens appropriés n'est pas gratuit. Le propriétaire du sol et celui du capital n'en cèdent l'usage que moyennant un loyer qui prend le nom de fermage ou d'intérêt. La valeur d'échange du produit est par là rendue plus forte que si l'usage de ces instrumens était gratuit. Il en résulte pour le propriétaire de l'instrument un profit qui est payé par le consommateur; mais comme le consommateur ne peut jouir du produit qu'à ce prix, comme le produit n'existerait pas si l'instrument n'était pas une propriété exclusive, on peut considérer le propriétaire comme coopérant à la production, non par ses facultés personnelles, mais par le moyen de son instrument; sous ce rapport seulement il peut être rangé parmi les producteurs.

INTÉRÊT. Loyer d'un capital prêté et non intérêt de l'argent, car l'argent, qui a été prêté et transformé en matières premières ou en machines, ne paie plus aucun intérêt et cesse même quelquefois d'être une valeur capitale. C'est la valeur des matières premières et des machines qui supporte alors un intérêt.

L'intérêt se décompose communément en deux parts : le loyer proprement dit de l'instrument, et la prime d'assurance qui garantit le remboursement de la valeur.

MARCHÉ. En économie politique, c'est le lieu, quelque vaste qu'il soit, où il se présente des acheteurs pour un produit.

MONNAIE. Marchandise qui sert d'instrument dans les échanges. On échange d'abord le produit qu'on a créé contre de la monnaie, puis ensuite la monnaie contre le produit qu'on veut consommer.

La monnaie est une marchandise qui est constamment dans la circulation, car personne ne l'acquiert pour la consommer, mais pour l'échanger de nouveau. La source de sa valeur est dans ses usages comme celle de toute autre marchandise, et décline d'autant plus qu'elle est en plus grande quantité comparativement avec la quantité dont on a besoin. Lorsqu'elle est faite avec des métaux précieux, la quantité qu'on peut en mettre en circulation est déterminée par les frais de leur

exploitation, qui bornent l'étendue de la demande qu'on en fait. Lorsqu'elle est en papier, cette borne n'existant pas, elle peut subir une grande dépréciation.

La monnaie ne forme une portion du capital d'un pays que lorsqu'elle est destinée à l'achat des produits qui doivent être consommés reproductivement. Comme un capital ne concourt pas à la production tant qu'il demeure sous cette forme, et par suite ne rend pas de profit, il est probable que la plupart des monnaies d'un pays ne font pas partie de ses capitaux.

PRIX. C'est la valeur qu'ont les choses exprimée en monnaie. Leur prix relatif est leur valeur comparée avec celle des autres produits. Leur prix réel ou originaire est ce que coûtent les frais de leur production.

Les variations dans leur prix relatif ne changent rien aux richesses des nations. Le gain qui résulte de la hausse d'un produit est balancé par la perte qui résulte de la baisse relative des autres.

Les variations dans leur prix réel ou originaire sont une augmentation de richesses quand il baisse, et une diminution de richesses quand il hausse. Moins on est obligé de dépenser pour se procurer un produit, et plus le consommateur conserve de son revenu pour en acquérir d'autres. D'un autre côté, le producteur ne gagne pas moins, car il ne donne un produit à meilleur marché que parce qu'il lui coûte moins.

PRODUCTEUR. Celui qui contribue à la création d'un produit par son industrie, son capital ou sa terre. Le capitaliste et le propriétaire foncier sont ici appelés producteurs, en ce qu'ils concourent à la production par le moyen de leur instrument. Ils cessent de l'être quand leur instrument est oisif (1).

---

(1) Plusieurs auteurs refusent au capitaliste et au propriétaire foncier le nom de producteur, parce qu'ils prétendent que le travail seul produit. Pourquoi dès lors un entrepreneur de la production paierait-il un concours qui ne contribuerait en rien à la valeur du produit? On peut, au reste, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, adopter l'opinion que l'on veut. L'essentiel est que les questions soient bien posées et que chacun sache de quoi il s'agit.

PRODUCTION, PRODUIRE. Produire c'est communiquer à un objet une utilité d'où il résulte une valeur. L'utilité de la chose fait naître chez les hommes le désir de l'obtenir, d'où la demande, d'où la valeur. La production est un problème dont la solution consiste à trouver le moyen de créer un produit qui vaille ses frais de production, en y comprenant, comme de raison, le travail de l'entrepreneur, lequel est une avance pareille à celle des autres frais. Une fois cette condition remplie, toute production est un avantage assuré à la société; son capital est conservé; tous les services productifs sont acquittés, et la société est en état de satisfaire une plus grande quantité de besoins.

Tout ce qui se produit se consomme, car un produit n'est un produit que par sa valeur, sa valeur ne lui vient que de la demande qu'on en fait, et les choses ne sont demandées qu'en vertu de l'usage qu'on veut en faire (1).

PRODUIT. Pour qu'un objet mérite le nom de produit, il faut que l'utilité qui est en lui soit le résultat de l'industrie, autrement ce serait une richesse naturelle dont tout homme userait sans être obligé de la payer; mais une nation est d'autant plus riche qu'elle acquiert les produits à meilleur marché. Elle obtient alors plus de jouissances à moins de frais. Elle serait infiniment riche si elle les obtenait toutes pour rien. Jusque là il vaut mieux les payer que de n'en pas jouir.

Un produit, du moment qu'il est prêt pour la vente, est une marchandise, et, s'il est prêt pour la consommation, c'est une denrée.

PRODUIT IMMATÉRIEL. C'est toute espèce d'utilité qui a une valeur échangeable, mais qui, n'étant attachée à aucun objet visible, doit être consommée en même temps qu'elle est produite, comme sont tous les services personnels rendus

---

(1) Ce principe résout la dispute de ceux qui prétendent qu'on peut trop produire, et de ceux qui soutiennent qu'on ne saurait trop produire. On peut trop produire des choses qui ne méritent pas le nom de produits : on ne saurait trop produire de celles qui en méritent le nom; c'est-à-dire qui ont une valeur égale à leurs frais de production; car cette valeur même indique qu'on a besoin de les consommer.

soit au public, soit aux particuliers. Les services d'un fonctionnaire public, d'un chirurgien, d'un avocat, sont des produits immatériels de leur industrie. L'utilité qu'on retire d'une maison d'habitation, d'un jardin d'agrément, est le produit immatériel d'un capital, d'un fonds de terre.

PRODUIT BRUT, PRODUIT NET. Pour un entrepreneur d'industrie en particulier, le produit net est la valeur de son produit quand il en a déduit ses frais; c'est, si l'on veut, le profit de sa propre industrie, de son propre capital et de ses terres; mais comme ses frais font tous partie du produit net de quelque autre particulier, la somme des produits nets égale le produit brut ou la valeur totale de la chose produite. C'est pour cela que le revenu de toute une nation est égal à la valeur brute de tous ses produits, même de ceux qu'elle tire de l'étranger, car elle ne peut les avoir acquis qu'au moyen de ses propres produits.

PROFIT. C'est la part que chaque producteur parvient à retirer de la valeur du produit auquel il a contribué par le moyen de lui-même ou de l'instrument qu'il a fourni. Ce qu'un homme retire de sa capacité industrielle est un profit industriel, ce qu'il retire du service de son capital est un profit capital, ce qu'il retire du service de sa terre est un profit foncier (1).

Lorsqu'il n'est pas entrepreneur et qu'il met ses moyens de production à la disposition d'une autre personne, ce qu'il retire de sa capacité industrielle prend le nom de salaire, ce qu'il retire de ses capitaux prend le nom d'intérêt, ce qu'il retire de ses terres prend le nom de fermage; il abandonne ainsi à un entrepreneur les profits qui peuvent résulter de ces moyens de production.

PROPRIÉTÉ. La propriété est une possession reconnue. L'économie politique en suppose l'existence comme une chose de fait, et comme telle reconnaît qu'il ne saurait y avoir de

---

(1) Le profit foncier est quelquefois appelé *rente*, du mot anglais qui est *rent*. C'est un anglicisme. Le mot rente en français a une autre signification qui brouille les idées.

production, ni par conséquent de civilisation, dans les lieux où elle n'est pas garantie.

La propriété la plus incontestable est celle des facultés personnelles, car elle n'a été donnée à nulle autre. La plus incontestable est ensuite celle des capitaux, car elle a été originairement acquise par l'épargne, et celui qui épargne un produit pouvait, en le consommant, détruire tout autre droit que le sien sur ce même produit. La moins honorable de toutes est la propriété foncière, car il est rare qu'elle ne remonte pas à une spoliation par fraude ou par violence.

QUANTITÉ DEMANDÉE et QUANTITÉ OFFERTE. La quantité d'un produit qu'on demande est d'autant plus forte que, dans l'état de la société, le besoin en est plus vif, la richesse des consommateurs plus grande et les frais de production moindres. La quantité offerte est la quantité du produit qu'on peut mettre en vente au prix où le portent les circonstances précédentes.

Le prix en monnaie de deux produits n'est que l'expression des quantités de chacun d'eux mutuellement offertes et acceptées en échange l'une de l'autre. Si l'on offre quatre hectolitres de blé à 15 fr. l'hectolitre, les quatre valant par conséquent 60 fr., et si l'on obtient deux aunes de drap à 30 fr., valant de même 60 fr., le prix des deux produits n'est-il pas l'expression abrégée de deux aunes et de quatre hectolitres, c'est-à-dire des quantités de chaque produit réciproquement offertes et demandées pour le même prix?

REVENU. Il se compose de la somme de tous les profits que l'on retire des fonds productifs que l'on possède, c'est-à-dire de la capacité industrielle de chacun, de ses capitaux et de ses terres.

Le revenu national est la somme de tous les revenus recueillis dans la nation.

Les revenus sont d'autant plus considérables qu'ils peuvent acquérir plus de choses; ainsi quand un produit, deux produits, sont à bon marché, les revenus qui les achètent sont plus considérables que si ces produits étaient chers. Quand tous les produits sont à bon marché, les revenus de tout le monde sont plus grands.

Un particulier ou une nation qui consomment improductivement tout leur revenu n'accroissent ni ne diminuent leurs richesses. Ceux qui consomment reproductivement une portion de leurs revenus accroissent leurs capitaux, qui sont une partie de leurs richesses.

RICHESSES. Ce mot, dans son acception la plus étendue, désigne les biens dont nous avons la jouissance.

Ceux que la nature nous donne gratuitement, comme l'air et la lumière du soleil, sont des *richesses naturelles*. Comme elles ne sauraient être produites, ni distribuées, ni consommées, elles ne sont pas du ressort de l'économie politique.

Les biens dont l'étude est l'objet de cette science, sont ceux dont la propriété est exclusive et qui ont une valeur reconnue. On peut les nommer *richesses sociales*, parce qu'ils supposent la propriété et l'échange, qui ne peuvent se rencontrer qu'avec l'état social.

SALAIRE. C'est le prix qu'un entrepreneur paie pour l'usage d'une capacité industrielle dont il retire le profit.

SERVICES PRODUCTIFS. C'est l'action de l'homme, des capitaux et des agens naturels dans l'œuvre de la production. Leur prix, quand le service rendu n'est pas gratuit, compose les frais de production.

Les services qui sont le fruit d'un fonds productif, riche d'une qualité spéciale, se vendent à un prix de monopole : tels sont ceux que rend un artiste éminent ou un vignoble renommé.

TRAVAIL. Action suivie dirigée vers un but. Un travail est productif lorsqu'il confère à une chose une utilité d'où résulte pour cette chose une valeur, ou lorsqu'il résulte immédiatement de son action une valeur échangeable. Il est improductif lorsqu'il n'en sort aucune valeur.

UTILITÉ. C'est, en économie politique, la faculté qu'ont les choses de pouvoir servir à l'homme, sous quelque rapport que ce soit. La chose la plus inutile, et même la plus incommode, comme un manteau de cour, a ce qu'on appelle ici son utilité, si l'usage dont elle est suffit pour qu'on y attache un prix. Ce prix est la mesure de l'utilité qu'elle a au

jugement des hommes et de la satisfaction qu'ils en retirent, car ils ne chercheraient pas à consommer cette utilité si, pour ce prix, ils pouvaient en acquérir une autre qui leur procurât plus de satisfaction.

Il y a une utilité *médiate* et une *immédiate*. Cette dernière se rencontre dans tous les objets de consommation. L'utilité médiate est celle qui a une valeur, non par elle-même, mais par les objets qu'elle peut procurer, comme un contrat de rente, une somme d'argent, un bien-fonds.

VALEUR DES CHOSES. C'est ce qu'une chose vaut, c'est la quantité plus ou moins grande de toute autre chose qu'elle peut obtenir en s'offrant en échange (1).

Sa valeur exprimée en monnaie fait son prix. Il ne saurait, d'une manière suivie, baisser au dessous des frais de production, car personne ne voudrait créer un tel produit. Ce ne sont pourtant pas les frais de production qui en font la valeur, car, s'ils excédaient la dépense que veut faire le consommateur, on ne l'achèterait pas. Ce qui fait sa valeur, c'est le degré de l'utilité dont il est, c'est le prix que l'on consent à mettre à la satisfaction qu'il peut procurer.

BIBLIOGRAPHIE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

Si l'on voulait donner une liste complète des ouvrages qui ont été publiés et qui se rattachent, de près ou de loin, à l'économie des sociétés, ce catalogue formerait un gros volume. Il faudrait y comprendre ce qui a été écrit, non seulement sur la politique spéculative, sur le droit naturel et positif, mais encore sur la population, le commerce, les arts industriels, les finances, les monnaies, etc. Le seul catalogue de ce qu'on a publié sur l'économie politique proprement dite serait déjà considérable, car il est peu de sujets sur lesquels il soit si facile de discourir sans études

(1) On sent que l'échange, ou la faculté de pouvoir être échangée, est nécessaire pour déterminer la valeur d'une chose. La valeur que le possesseur tout seul attacherait à sa chose serait arbitraire. Le prix courant seul constate une valeur réelle.

préalables. La société présente à chaque instant de nouveaux phénomènes, dont tout le monde se croit en droit de porter un jugement, sans s'apercevoir qu'il n'est pas un de ces phénomènes qui ne tienne à mille autres qu'on n'a pas suffisamment étudiés. Nul n'est pressé d'apprendre, chacun se croit en droit d'enseigner.

Il a donc fallu se restreindre, dans cette bibliographie, aux livres qui peuvent jeter quelque jour sur l'économie politique telle que l'on conçoit aujourd'hui cette science; encore a-t-on été obligé d'y admettre des écrits qui fourmillent d'erreurs, en faveur de quelques vérités qui s'y trouvent mêlées, ou seulement pour faire apprécier les sophismes dont on s'est autorisé et les tâtonnemens au milieu desquels on a porté cette science au point où elle est parvenue de nos jours.

On a cru devoir suivre l'ordre chronologique préférablement à l'ordre alphabétique, qui n'a rien d'instructif et ne fait pas connaître la marche générale des idées. Quand un auteur a publié des écrits à des époques diverses, on l'a placé à celle où ses écrits économiques ont plus particulièrement fixé l'attention.

Les seuls écrits de l'antiquité où l'on puisse trouver quelques notions d'économie politique ou nationale, sont ceux de *Xénophon,* dans ses Économiques; de *Platon,* dans le second livre de sa République; d'*Aristote,* dans les chap. 8 à 13 de son Traité de la République. Les écrivains romains ne présentent que quelques pensées éparses sur ce sujet. Nous sommes donc obligés de passer de suite aux modernes.

Botero (Giovanni) : *Delle cause della grandezza della città;* Des causes de la grandeur de la cité. — *La ragione di stato;* La raison d'état. — *Relazioni universali;* Relations universelles.

Il fut secrétaire et devint l'ami de saint Charles Borromée, archevêque de Milan. Après la mort de ce prélat, il fut chargé de diverses missions diplomatiques. Il rend compte dans ses ouvrages des pays qu'il a visités, et en tire des conséquences générales sur l'économie des sociétés. Sa *Raison d'état* fut traduite en français dès l'année 1599.

Sully, ministre de Henri IV, composa, dans la longue retraite qui suivit pour lui la mort de ce prince, ses *Économies royales et servitudes* (services) *loyales,* d'où l'abbé de Lécluse a tiré l'excellent ouvrage intitulé *Mémoires de Sully.*

Serra (Antonio) : *Breve trattato delle cause che possono far abondare li regni d'oro e d'argento dove non sono miniere;* Traité abrégé des causes qui peuvent faire abonder l'or et l'argent dans les pays qui n'ont point de mines.

Mun (Thomas) : *England's treasure by foreign trade;* Le trésor de l'Angleterre dans le commerce extérieur. 1664.

Il avait antérieurement composé plusieurs écrits en faveur du privilége de la Compagnie des Indes.

Savary : Le parfait négociant, avec des avis et conseils sur les plus importantes matières de commerce.

Il fut employé en 1673, par Colbert, à la rédaction du Code marchand. Ce sont ses deux fils qui publièrent en 1723 le Dictionnaire universel du commerce.

Child (Josiah) : *A new discourse on trade;* Nouveau discours sur le commerce. L'édition anglaise de 1670 est la meilleure. — Considérations sur le commerce et l'intérêt de l'argent, traduit en francais en 1742, par l'économiste Gournay.

Huet, évêque d'Avranches : Histoire du commerce et de la navigation des anciens.

Davanzati (Bernardo) : *Lezione delle monete;* Lecture sur les monnaies. — *Notizia de' Cambj;* Avis sur les changes.

Collet (Philibert) : Traité de l'usure. — Il soutient dans cet écrit que l'usure est plus légitime que la dîme, parce qu'elle est le prix d'un service rendu par un instrument, le capital.

Petty (William) : *Political anatomy of Ireland;* Anatomie politique de l'Irlande, 1672. — *Treatise of taxes and contributions;* Traité des impôts et contributions, 1679. — *Quantulumcunque;* Tant soit peu, 1682.

North (Dudley) : *Discourses on trade;* Discours sur le commerce, 1691. Cet ouvrage renferme, suivant M. M' Culloch, des principes que n'aurait pas désavoués Adam Smith.

Locke : *Considerations on the lowering of interest;* Considérations sur la baisse de l'intérêt, 1691. — *Further considerations on the value of money;* Nouvelles considérations sur la valeur de l'argent, 1695. Il n'est point inscrit ici comme auteur de l'Essai sur l'entendement humain.

Vauban (le maréchal de) : Projet d'une dîme royale, 1 vol. in-4°.

Ce n'était, de la part de cet excellent citoyen, qu'un expédient

pour que l'impôt atteignît les classes privilégiées. Voltaire soutient que cet ouvrage est de Boisguilbert; mais on a d'autres écrits de Vauban où l'on retrouve les mêmes principes et le même style.

Ricard (Samuel) : Traité général du commerce, 1705.

Davenant, Inspecteur général des importations et des exportations sous la reine Anne, a fait, de 1695 à 1711, divers écrits sur le commerce, qui ont joui de quelque estime en Angleterre.

Saint-Pierre (l'abbé de) : Projet de paix perpétuelle, 3 vol. in-12. — Mémoire sur les billets d'état. — Mémoire sur la taille proportionnelle. — Annales politiques de Louis XIV, publiées seulement en 1757; mais évidemment composées peu de temps après la mort de ce prince.

On sait que l'académie française eut la honte de l'expulser pour avoir blâmé, avec raison, l'administration de Louis XIV. La plupart de ses projets, qu'on appelait les *Rêves d'un homme de bien*, se sont réalisés depuis.

Law, Écossais, contrôleur des finances sous la régence du duc d'Orléans, avait composé en anglais divers écrits, et notamment des *Considérations sur le commerce et sur l'argent*. Tout fut traduit en français dès qu'il devint ministre. *Voir l'article* LAW, *page 49 de l'Encyclopédie progressive.*

Broggia (Carl' Antonio) : *Trattato de' tributi;* Traité des impôts. — *Trattato delle monete considerate specialmente ne' rapporti di legitima reduzione, di circolazione, et di deposito;* Traité des monnaies considérées particulièrement sous le rapport des réductions légales, de la circulation et des dépôts.

Melon : Essai politique sur le commerce, 1736. Grand apologiste du luxe. On a reproduit ses argumens depuis; mais il était excusable : Smith n'avait pas écrit.

Dutot : Réflexions politiques sur les finances et le commerce, 2 vol. in-12. C'est une réponse à l'ouvrage de Melon.

Paris-Duverney : Examen des réflexions politiques sur les finances, de M. Dutot, 2 vol. in-12, 1740.

Lui et son frère, Pâris de Montmartel, financiers très riches, sont au nombre des hommes qui ont su faire un bel usage de la fortune. Ils ont la gloire d'avoir contribué à celle de Voltaire en l'intéressant dans quelques unes de leurs opérations, et, en lui procurant une grande indépendance, ils l'ont mis à portée de faire passer dans ses écrits celle qui était dans son caractère.

Ustaritz (Geronimo) : Théorie et pratique du commerce et de la marine. L'original espagnol est de 1742. La traduction française dont il est ici question est de 1753, en 1 vol in-4°. L'ouvrage avait été traduit en anglais en 1751.

Ce livre est rempli de faits et de judicieuses observations ; mais entaché des préjugés de son époque sur les fonctions du numéraire. Les causes de la dépopulation et de la misère de l'Espagne y sont bien indiquées : c'est le despotisme royal et sacerdotal.

Ulloa (Bernardo) a écrit en espagnol vers le même temps sur les mêmes matières.

Decker (Mathieu) : *Essay on the causes of the decline of foreign trade;* Essai sur les causes du déclin du commerce extérieur.

C'était un gros négociant, et il se déclare pour la liberté du commerce.

Deparcieux : Essai sur les probabilités de la vie humaine.

Montesquieu : Esprit des lois. Les livres 20, 21, 22, 23, traitent de l'économie des nations. M. Destutt-Tracy en a fait une excellente réfutation.

Ferguson : Essai sur l'histoire de la société civile. — Institutions de philosophie morale. — Le chap. 2 de la 7e partie traite de l'économie publique.

Zanon : *Dei pregi dell' agricoltura;* Des produits agricoles. — *Dell' utilità delle arti e manifatture;* De l'utilité des arts et manufactures. — *Apologia della mercatura ;* Apologie du trafic ; plusieurs lettres et essais sur des sujets économiques.

Hume (David). La seconde partie de ses Essais roule sur des sujets économiques. Esprit éminemment philosophique, Hume est un des fondateurs de l'économie politique. Cette partie de ses écrits mérite d'être profondément étudiée.

Ustaritz (Geronimo) : Théorie et pratique du commerce et de la marine, 1 vol. in-4°.

Nickolls : Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande-Bretagne. Ouvrage pseudonyme, dont le véritable auteur paraît avoir été un employé très instruit des affaires étrangères.

Herbert : Essai sur la police des grains, 1755. Beaucoup d'idées justes.

Harris : *Essay on money and coins ;* Essai sur les monnaies et les espèces, 1757.

ROUSSEAU (J. J.) n'est placé ici que pour son article *Economie politique* dans la première Encyclopédie, et ce discours n'a guère que son titre de commun avec ce qu'on entend actuellement par la même dénomination. L'auteur ne traite que du droit politique, et considère l'économie sociale et la production seulement sous le rapport des ressources qu'elles présentent au fisc. C'est comme si, en étudiant la physiologie du corps humain, on n'y voyait qu'un appareil destiné à alimenter un ulcère.

QUESNAY : plusieurs articles dans la première Encyclopédie, entre autres l'article *grains*. — Tableau économique et maximes générales du gouvernement économique, 1758. — La Physiocratie, ou Constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain, 2 vol., 1767. C'est Dupont de Nemours qui a mis en ordre et publié ce dernier ouvrage.

Cet auteur peut être considéré comme ayant le premier traité scientifiquement l'économie politique, en ce qu'il a étudié le premier la physiologie du corps social considéré comme un corps vivant et obligé d'obéir aux lois qui dérivent de la nature des choses.

SOLERA (Maurizio) : *Saggio sopra i valori;* Essai sur les valeurs.

MIRABEAU (le marquis de) : Théorie de l'impôt, 1760. — Élémens de la philosophie rurale, 3 vol. in-12 — L'Ami des hommes, 7 vol. in-12, qui parurent successivement.

GALIANI (l'abbé) : *Della moneta;* De la monnaie, 1750. — Dialogues sur le commerce des grains. — Ce dernier ouvrage écrit en français, était opposé au système des économistes, et Morellet y fit une réponse.

ANDERSON : *A chronological history of commerce;* Histoire chronologique du commerce.

FRANKLIN (Benjamin) : La science du bonhomme Richard. — Plusieurs Essais qu'on trouve dans ses œuvres morales et politiques, notamment sur le luxe, la paresse et le travail; sur l'État de l'Amérique (anglaise), ou Tableau des vrais intérêts de ce vaste continent; Observations sur l'état d'Ohio; Réflexions sur l'augmentation des salaires. — Voyez aussi l'interrogatoire qu'il subit devant la chambre des communes en 1766.

Franklin, qui ne paraît pas avoir connu les écrits des économistes-politiques qui l'ont précédé, ne s'est trouvé démenti dans ses doctrines par aucun de ceux qui l'ont suivi, ce qu'il faut at-

tribuer à l'excellence de la méthode expérimentale appliquée aux sciences morales et politiques. Il étudiait la politique et l'économie sociale comme il faisait la physique.

Gournay (Vincent, seigneur de). Il donna une traduction française de Josiah Child, et se fit principalement connaître par de nombreux mémoires comme intendant du commerce. Il professait, mais avec des amendemens très judicieux, les principes des économistes du siècle passé. Turgot a écrit son éloge; mais le plus grand de tous les éloges est le nom de son panégyriste.

Beccaria (Cesare): *Elementi di economia publica;* Élémens d'économie publique. —*Del disordine e dei remedj delle monete nello stato di Milano,* 1762; Du désordre et des remèdes des monnaies dans l'État de Milan. —*Tentativo analitico sui contrabbandi;* Tentative analytique sur la contrebande. Il n'est point inscrit ici comme auteur du Traité des délits et des peines.

Carli (Gian-Rinaldo): *Dell' origine et del commercio della moneta;* De l'origine et du commerce des monnaies. —*Breve ragionamento sopra i bilanci economici delle nazioni;* Raisonnement abrégé sur les balances économiques des nations. —*Del libero commercio de' grani;* Du libre commerce des grains.

Delfico (Melchiore): *Dissertazione sulla libertà del commercio;* Dissertation sur la liberté du commerce.

Algarotti (Francesco): *Saggio sopra il commercio;* Essai sur le commerce. —*Frammenti economici;* Fragmens économiques.

Messence: Recherches sur la population de diverses villes de France, 1766.

Steuart (James): *An inquiry into the principles of political economy,* 1767; Recherches sur les principes de l'économie politique.

Mercier de la Riviere: L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques, 2 vol in-12, 1767.

Baudeau (l'abbé): Lettres d'un citoyen à un magistrat sur les impôts, 1768. —Il a rédigé pendant un temps les Éphémérides du citoyen, journal d'économie politique.

Ortes (Giammaria): *Riflezioni sulla popolazione delle nazioni;* Réflexions sur la population des nations. —*Errori popolari intorno all' economia nationale;* Erreurs populaires au sujet de l'économie nationale.

Genovesi (Antonio): *Ragionamenti sulle grande richezze,*

sull' agricoltura, sul commercio in generale, sulle manifatture, e sullo spirito della publica economia; Discours sur les grandes richesses, sur l'agriculture, sur le commerce en général, sur les manufactures et sur l'esprit de l'économie publique.

VERRI (Pietro) : *Meditazioni sulla economia politica;* Méditations sur l'économie politique.—*Riflessioni sulle leggi vincolanti, principalmente nell commercio de' grani;* Réflexions sur les lois prohibitives, principalement dans le commerce des grains. — *Dialogo sulle monete;* Dialogue sur les monnaies. —*Degli elementi del commercio;* Des élémens du commerce. —*Considerazioni sul lusso;* Considérations sur le luxe. — Et plusieurs autres écrits économiques, mais d'un intérêt plus particulier pour Milan, sa patrie.

CONDILLAC (l'abbé de) : Le commerce et le gouvernement considérés l'un relativement à l'autre, ouvrage non terminé; il a été réimprimé en 1815.

GHERARDO D'ARCO (Giam-Batista) : *Dell' armonia politico-economica fra la città e il suo territorio;* De l'harmonie politico-économique entre la ville et son territoire. — *Sull' estrazione delle materie prime e delle manifatture;* Sur l'exportation des matières premières et des objets manufacturés. —*Dell' influenza del commercio sull' economia interna dei popoli e nella prosperità degli stati;* De l'influence du commerce sur l'économie intérieure des peuples et sur la prospérité des états. —*Dell' influenza del commercio sopra i talenti e i costumi;* De l'influence du commerce sur les talens et les usages.

MENGOTTI (Francesco) : *Del commercio dei Romani;* Du commerce des Romains. —*Il colbertismo ;* Le colbertisme.

DUPONT DE NEMOURS : De l'exportation et de l'importation des grains, 1764. —Les éphémérides du citoyen, ouvrage périodique, qui parut de 1767 à 1775, fut commencé par l'abbé Baudeau et continué par Dupont de Nemours. Il renferme un grand nombre de faits relatifs à l'économie politique. Il est rédigé entièrement dans le sens de la secte de Quesnay.

Cet auteur, éminemment laborieux et instruit, a publié pendant soixante ans une foule de mémoires, d'articles, de rapports, d'essais, qui tous ont pour objet le bien public; mais qu'on trouve trop souvent imprégnés de l'esprit de secte. Il a rendu le plus grand service à la science en présidant à la publication des *OEu-*

vres de Turgot et en écrivant les mémoires sur sa vie, qui en composent le premier volume.

PALMIERI (Giuseppe) : *Riflessioni sulla publica felicità;* Réflexions sur la félicité publique. — *Della richezza nazionale;* De la richesse nationale.

PINTO : Traité de la circulation et du crédit, Amsterdam, 1771. C'était un juif portugais.

BADE (margrave de) : Abrégé de l'économie politique, 1772.

FORBONNAIS : Élémens du commerce, 2 vol. in-12. Ouvrage qui suppose la réalité de la balance du commerce. Le même auteur a publié en outre un grand nombre de mémoires et d'essais écrits dans l'intérêt de l'administration.

BROWNE-DIGNAN : Essai sur les principes politiques de l'économie publique, in-12, Londres, 1776, en français.

SMITH (Adam) : *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations,* 1776, 3 vol. in-8°; Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Il y a trois traductions françaises de Smith : une de Blavet, une de Roucher, une de Garnier. Celle de Garnier est la plus estimée.

SENAC DE MEILHAN : Considérations sur le luxe et la richesse.

POIVRE, intendant de l'Ile-de-France. Les œuvres de cet excellent homme, publiées en 1 vol. in-8° par Dupont de Nemours, renferment des vues précieuses d'économie politique.

TURGOT, ancien ministre des finances. Ses œuvres, publiées par Dupont de Nemours en 9 vol. in-8°, sont un des plus précieux dépôts que nous ayons des connaissances économiques positives.

CHASTELLUX : De la félicité publique, 2 vol. in-8°.

FILANGIERI : *Delle legge politiche ed economiche;* Des lois politiques et économiques.

NECKER, ancien ministre des finances : Sur la législation et le commerce des grains. — Eloge de Colbert. — De l'administration des finances de la France, 3 vol. in-8°, 1784. — Un grand nombre de brochures et de mémoires sur les finances. — On a une excellente notice sur sa vie et son administration, écrite par son petit-fils (M. de Stael), et qui contient des documens précieux sur les finances de l'époque.

MACPHERSON : *History of commerce;* Histoire du commerce.

CASAUX (le marquis de) : Considérations sur quelques parties

du mécanisme des sociétés, 1 vol. in-8°, imprimé en Angleterre en français en 1785.

Desmeuniers. Il a fait la dernière moitié du Dictionnaire d'économie politique de l'Encyclopédie méthodique de Panckoucke. Il y a suivi les principes d'Adam Smith, mais sans se les approprier. L'abbé Grivel, pur économiste de Quesnay, avait fait la première moitié du même ouvrage.

Price : Arithmétique politique. — C'est le premier qui ait proposé les caisses d'amortissement au moyen des intérêts composés.

Young (Arthur) a fait une autre Arithmétique politique ; mais il est principalement connu par ses nombreux écrits sur l'agriculture et par un Voyage en France rempli de vues judicieuses et de données statistiques. C'est un disciple éclairé d'Adam Smith.

Rabaud de Saint-Étienne : Sur les jurandes et les maîtrises, 1789.

Lavoisier : Résultats d'un ouvrage intitulé : De la richesse territoriale de la France, suivi d'un Essai d'arithmétique politique, par Lagrange. Brochure de 68 pages.

Cette brochure, où se trouvent des pensées et des recherches de deux hommes justement célèbres, est fort précieuse.

Condorcet : Réponse à M. Necker sur la liberté du commerce des grains. — Réflexions sur l'esclavage des nègres (sous le nom de Schwartz). — Les notes des œuvres complètes de Voltaire, édit. de Kell. — Plusieurs articles de la Bibliothèque de l'homme public. — Esquisse des progrès de l'esprit humain, 1 vol. in-8°. Posthume.

Arnould : De la balance du commerce, 3 vol., 1794. — Système maritime et politique des européens pendant le 18e siècle.

Homme de l'administration. Sa balance du commerce offre quelques faits précieux, mais qu'il faut consulter avec défiance.

Mongez : Considérations générales sur les monnaies, 1794. — Cet ouvrage est suivi d'une Notice sur les monnaies françaises, par Dibarrart. L'un et l'autre peuvent être consultés avec fruit.

Garnier (Germain, ou le marquis) : Abrégé élémentaire des principes de l'économie politique, 1 vol. in-12, 1796. — Histoire des monnaies, 2 vol. in-8°, 1819. — Le Discours préliminaire et les Notes de sa traduction d'Adam Smith.

Il était de la secte de Quesnay, ou plutôt de Gournay, et ne s'est point corrigé, malgré la réfutation qu'en a faite Smith, mal-

gré la traduction de cet auteur qu'il a donnée. Les notes qu'il a jointes à Smith sont intéressantes. En 1822, il a publié une seconde édition de sa traduction, exactement pareille à la première, sauf les notes, qui forment deux volumes au lieu d'un.

Herrenschwand : De l'économie politique moderne, ou Discours fondamental sur la population. — De l'économie politique et morale de l'espèce humaine, 2 vol. in-4°, 1796. — Discours sur le commerce extérieur des nations européennes.

Roederer : Journal d'économie publique, de morale et de politique, publié en 1796 et 1797. — Un grand nombre de bons articles dans plusieurs publications.

Rose : *A brief examination into the increase of the revenue, commerce and manufacture of Great-Britain from,* 1792 *to* 1799; Court examen de l'augmentation du revenu, du commerce et des manufactures de la Grande-Bretagne, de 1792 à 1799.

Apologiste intéressé de l'administration de Pitt. Jérémie Bentham lui répondit par une apologie de l'économie.

Beeke (Henry) : *Observations on the produce of the income-tax and its proportion to the whole income of Great-Britain,* 1799; Observations au sujet du produit de l'impôt sur les revenus, et de sa proportion avec le revenu total de la Grande-Bretagne.

Baring (Francis) : *Observations on the establishment of the bank of England and on the paper circulation of the country,* 1799; Observations sur la banque d'Angleterre et son papier-monnaie.

Ramel, ministre des finances pendant la république française : Des finances de la république française en l'an IX. On y trouve les meilleurs renseignemens sur les assignats et les mandats.

Gentz (Frédéric) : Prussien, à la solde du ministère britannique et ensuite de l'Autriche : Essai sur l'état actuel de l'administration, des finances, et de la richesse nationale de la Grande-Bretagne, 1800.

Cet auteur met beaucoup de diligence pour recueillir des renseignemens précieux; mais il ne montre jamais qu'un côté de la question.

Canard : Principes d'économie politique, 1801. Titre ambitieux pour un discours médiocre couronné par une académie qui renfermait trop peu de juges compétens.

Schlotzer (Chrétien) : Principes élémentaires d'économie

politique à l'usage des établissemens d'instruction publique en Russie.

Larochefoucault-Liancourt (le duc de) : Note sur l'impôt territorial de l'Angleterre, 1801. — Note sur les chemins d'Angleterre. —Voyage aux États-Unis.

Toujours ami éclairé du bien public.

Bell (Benjamin) : De la disette, traduit en français par Prévot, 1804.

Say (Jean-Baptiste) : Traité d'économie politique, ou Simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses, 2 gros vol. in-8° (la première édition est de 1803, la quatrième de 1819, la cinquième est sous presse). — Catéchisme d'économie politique, 1 vol. in-12 (la troisième édition est de 1826). — Des canaux de navigation, broch., 1818. — Lettres à Malthus sur différens sujets d'économie politique, 1820.

Peuchet : Statistique générale et particulière de la France, 7 vol. in-8°, avec atlas, 1803. — Statistique élémentaire de la France, 1 vol., 1805.

Ferrier, employé dans les douanes : Essai sur les ports francs, 1803, broch. — Du gouvernement dans ses rapports avec le commerce, 1 vol. in-8°, 1805. — Ce dernier ouvrage a été reproduit, avec des changemens, en 1821.

Monthion (de) : Quelle influence ont les divers impôts sur la moralité, l'activité et l'industrie des peuples, 1 vol. in-8°, 1808.

Lauderdale (lord) : Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique, 1 vol. in-8°, 1808. — *Considérations on the state of the currency,* 1813; Considérations sur l'état actuel du papier-monnaie.

Brougham (Henry) : *An inquiry into the colonial policy of the European powers,* 2 vol., 1808; Recherches sur le système des puissances d'Europe à l'égard de leurs colonies.

Soden (le comte de), *Die national œconomie,* 1809; l'Economie nationale.

Huskisson : *Question concerning the depreciation of our currency,* 1810; Question au sujet de la dépréciation de notre monnaie. L'auteur est actuellement à la tête de l'administration éclairée qui supprime graduellement, dans la Grande-Bretagne, les entraves opposées au commerce.

Humboldt : Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne, 5 vol. in-8°. Beaucoup de documens précieux sur l'Amérique espagnole, qui ont acquis encore plus d'intérêt depuis l'affranchissement de ces contrées.

Kraus (Chrétien-Jacques) : *Staats wirthschaft;* Economie politique, 1808 à 1811.

Hufeland (Gottlieb) : *Neue grundlegung der staatswirthschaftskunst;* Nouvelle base de l'économie politique, 1807 à 1813.

Hamilton (Robert): *An inquiry concerning the rise and progress of the national debt*, 1 vol. in-8°; Recherches sur l'origine et les progrès de la dette nationale.

C'est le meilleur ouvrage que l'on possède sur la dette anglaise. Il est riche de faits et sûr de principes. Trois éditions nombreuses, la dernière de 1818. Il y en a une traduction française.

Buchanan, commentateur d'Adam Smith et fait pour l'apprécier.

Jacob (William) : *Considerations on british agriculture;* Considérations sur l'agriculture anglaise, 1814.

Destutt-Tracy : Commentaire sur l'Esprit des Lois (sur les livres 22 à 23, qui traitent de l'économie politique). — Élémens d'idéologie (le 4e volume, de la Volonté, prem. partie, est un petit traité d'économie politique, qu'on a réimprimé séparément).

Esprit net, questions bien posées.

Ganilh : Histoire du revenu public chez les peuples anciens. — Des systèmes d'économie politique, 2 vol. in-8°, 1809. — Théorie de l'économie politique, 2 vol. in-8°, 1815. — De la science des finances, 1 vol., 1824. — Dictionnaire d'économie politique, 1826.

Prinsep (Charles-Robert) : *Two letters on corn prices;* Deux lettres sur le prix des choses en blé. — *An essai on money,* 1818; Essai sur la monnaie. — C'est le traducteur anglais du Traité d'économie politique de J.-B. Say.

Malthus : *An essay on the principle of population,* 3 vol. in-8°; Essai sur le principe de population (la cinquième édition est de 1818. Il a été traduit en français par Prévot). — *An inquiry into the nature and progress of rent,* 1815; Recherches sur la nature et les progrès du profit que rendent les terres. — *Observations on the effects of corn laws;* Observations sur les effets des lois sur les grains. — *Principles of political economy,* 1 vol. in-8°, 1820;

Principes d'économie politique (ils ont été traduits en français en 2 vol.). — *The measure of value stated, etc.;* La mesure des valeurs établie, etc., 1823.

Torrens (R.) : *An essay on the external corn trade,* 1 vol., 1815; Essai sur le commerce extérieur des grains. — *An essay on the production of wealth,* 1 vol., 1820; Essai sur la production des richesses.

Hauterive (le comte d') : Élémens d'économie politique, 1 vol. in-8°, 1817. — Considérations sur la théorie de l'impôt, brochure, 1825.

Saint-Aubin : Beaucoup de brochures et d'articles sur l'économie politique et les finances, depuis 1789 jusqu'en 1820.

C'est le bouffon de l'économie politique, bouffon quelquefois très judicieux.

Purves (Georges) : *All classes productive of riches,* 1 vol. in-8°, 1817 ; Toutes les classes productives de richesses.

Marcet (madame) : *Conversations on political economy,* 1 vol.; Conversations sur l'économie politique. (Il y a une traduction française de cet ouvrage, par M. Prévot.)

C'est la seule femme qui ait écrit sur l'économie politique, et elle s'y est montrée supérieure à beaucoup d'hommes.

Gioja : *Nuèvo prospetto delle scienze economiche,* 6 vol. in-4°; Description nouvelle des sciences économiques.

C'est un disciple d'Adam Smith et de J. B. Say; il a aussi ramassé, sans beaucoup de choix, ce qui a été dit par d'autres.

Ensor (George) : *An inquiry concerning the population of nations,* 1 vol. in-8°, 1818; Recherches sur la population des nations. — *The poor and their relief,* 1 vol. in-8°, 1823 ; Des pauvres et des secours.

Cet auteur et Godwin sont les antagonistes les plus capables de la doctrine de Malthus sur la population.

Say (Louis), de Nantes : Principales causes de la richesse des peuples et des particuliers, 1 vol. in-8°, 1818. — Considérations sur l'industrie et la législation, 1 vol. in-8°, 1822.

Gaudin (duc de Gaëte) : Notice historique sur les finances de France de 1800 à 1814, 1 vol., 1818. Mémoires, souvenirs, opinions et écrits du duc de Gaëte, 1826. — Faits précieux; mais déplorable histoire du rétablissement du régime fiscal par Bonaparte.

Attwood (Thomas) : *Observations on currency, population and pauperism*, 1 vol. in-8°, 1818 ; Observations sur la monnaie, la population et la mendicité.

Chaptal, ex-ministre de l'intérieur : De l'industrie française, 2 vol. in-8°. 1819.

Dutens : Analyse des principes fondamentaux de l'économie politique, 1804.—Mémoire sur les travaux publics de l'Angleterre, 1 vol. in-4°. Les études faites par l'auteur, pour le premier de ces ouvrages, ont rendu le second très intéressant.

Saint-Chamans (vicomte de) : Système d'impôt fondé sur les principes de l'économie politique.

Ouvrage qui est de cent ans en arrière de l'état de la science.

Sismondi (de) : De la richesse commerciale, ou Principes d'économie politique, 1803.—Nouveaux principes d'économie politique, 2 vol. in-8°.

Bentham (Jérémie) : Défense de l'usure, in-12, 1778.—Théorie des peines et des récompenses, 2 vol. (le second traite presque toutes les questions économiques).—*Defence of economy against M. Burke and M. Rose*; Apologie de l'économie contre les principes de M. Burke et de M. Rose.

Camberleng, auteur des États-Unis, a fait une bonne brochure contre le système exclusif.

Tollenare (de) : Essai sur les entraves que le commerce éprouve en Europe, vol. in-8°, 1820.—De la réduction de l'intérêt de nos fonds publics, 1824.

Ressi (Adeodato), professeur à l'université de Pavie : *Economia della specie umana*, 1817 à 1820, 6 vol. in-8° ; Economie de l'espèce humaine.

James (Henry) : *Essays on money, exchange, and political economy*; Essais sur les monnaies, les changes et l'économie politique.

Mill (James) : *Elements of political economy*; Elémens d'économie politique, vol., 1821, une seconde édition en 1824. Il y a une traduction française de cet ouvrage excellent de principes, mais peut-être un peu trop abstrait.

Mushet (Robert) : *Inquiry into the effects of bank restriction*; Recherches sur les effets de la suspension des paiemens de la banque, 1810.—*A series of tables exhibiting the gain and loss of the fund holder*; Séries de tables montrant le gain et la perte

des rentiers (par la dépréciation et la réintégration du papier-monnaie), 1821.

Craig (John) : *Remarks on some fundamental doctrines in political economy;* Remarques sur quelques doctrines fondamentales en économie politique, in-8°, 1821. —*Elements of political economy;* Elémens d'économie politique, 3 vol. in-8°.

Lotz (J. F. E.) : *Revision der grundbegriffe der national œconomie;* Revue des principes fondamentaux de l'économie politique, 4 vol. —*Handbuch der staatswirthschaftslehre;* Manuel de l'économie politique, Erlang, 1822.

Place (Francis) : *Illustrations and proofs of the principle of population;* Exemples et preuves du principe de population, vol. in-8°, 1822.

C'est une confirmation des principes adoptés par tous les économistes sur la population. L'auteur est un des hommes les plus judicieux de l'Angleterre.

Sinclair (sir John) : *A code of political economy;* Code d'économie politique, broch. — Le même auteur s'est occupé avec beaucoup de zèle de recherches statistiques.

Lowe (Joseph) : *The present state of England;* État présent de l'Angleterre, in-8°, 1822. On trouve dans ce livre de précieuses recherches de statistique; mais, comme tous les ouvrages de ce genre, ils ne sont vrais qu'un instant, quand ils sont vrais.

Storch (Henry) : Cours d'économie politique, 2e édit., 4 vol. in-8°, Paris, 1823. L'auteur a composé aux trois quarts son cours de fragmens d'Adam Smith, de J.-B. Say, de Destutt-Tracy, et d'autres auteurs estimés. Du reste, il ne traite ni des entraves qu'on oppose à l'industrie, ni des colonies, ni de la population, ni des impôts, ni des emprunts publics, ni de plusieurs autres des plus grandes questions d'économie politique.

Hodgson (Adam) : *A letter to J.-B. Say on the slave trade;* Lettre à J.-B. Say, sur le travail des esclaves, 1823.

Dubois-Aymé : Examen de quelques questions d'économie politique, vol. in-8°, 1823.

Tooke (Thomas) : *Thoughts and details on the high and low prices of the last thirty years;* Pensées et détails sur la hausse et la baisse des prix dans les trente dernières années, in-8°, 1823.

Ouvrage d'un négociant philosophe qui sait se garantir des abstractions auxquelles se livrent plusieurs économistes anglais.

De Welz (Joseph) : *La maggia del credito svelata;* La magie du crédit dévoilée, Naples, 2 vol. in-4°, 1824.

Bons principes, mais trop long.

Carrion-Nizas fils : Principes d'économie politique, in-12, 1824.

Thompson (William) : *An inquiry into the principles of the distribution of wealth;* Recherches sur les principes de la distribution des richesses, in-8°, 1824.

Ravenstone : *A few doubts as to the correctness of some opinions generally entertained on population and political economy;* Quelques doutes relativement à des opinions généralement répandues sur la population et l'économie politique.

Mac Culloch : l'article *Political economy* dans le supplément à l'*Encyclopedia britannica.—A discours on the rise, progress peculiar object, and importance of political economy;* Discours sur la naissance, les progrès, l'objet spécial et l'importance de l'économie politique, 1824 (cet ouvrage a été traduit en français par M. Prévot fils). —*Memoirs of François Quesnay;* Notice sur François Quesnay.

Porcinari : *Riflessioni sul Trattato di economia politica del signor J.-B. Say;* Réflexions sur le Traité d'économie politique de J.-B. Say, in-8°, 1824. C'est une longue diatribe contre l'auteur français.

Fazy (J.-J.) : L'Homme aux portions, in-12. — Sur l'effet des priviléges (surtout de la banque de France), des emprunts publics et des conversions sur le crédit de l'industrie en France, 1826.

Les dernières Encyclopédies anglaises contiennent plusieurs articles importans sur l'économie politique. Voici le titre des principales :

Encyclopedia britannica, éditeur George Cleig, et surtout son supplément publié par Napier.

The new Cyclopedia, par le docteur Rees, 76 demi-vol. in-4°.

The Edinburgh Encyclopedia, par le docteur Brewster ; n'est pas achevée, mais se poursuit.

The English Encyclopedia, Londres, 1821, 10 vol. in-4°.

Mai 1826. J.-B. SAY.

Christianum miraculosis, lib. II, auct. Guil. Gumppenberg. *nachi*, 1657, pet. in-12, parch.

Rempli de jolies figures.

101. Gazophylacium marianarum virtutum numeris poeticis concinnatum, a. R. Franc. Brigant. *Utini*, 1669, pet. in-4.
102. Historia de la admirable invencion y milagros de la thaumaturga imaginen de N. Sen. de la Pena de Francia, por el dichoso Simon Vela de nacion francese. *Salamanca*, 1628, in-4, parch.
103. Compendio historico en que se da noticia de las milagrosas y devotas imagenes de la Reyna de Cielos y tierra Maria santissima, que se veneran en los mas celebres santuarios de Espana, per el P. Juan de Villafanac. *Madrid*, 1740, in-fol., parch.
104. Conchylium marianum vetuss. et venustissimæ gemmæ Moraviæ; seu tractatus augustiss. cœli, terræq. reg. Mariæ... in sua imagine a Divo Luca evang. depictæ, Brunæ Moravorum in Basil. fratr. Eremitarum S. Aug., etc. *Brunæ*, *s. a.*, in-fol., bas.

Avec 4 grandes figures.

105. Historia universal de la primitiva y milagrosa imagen de N. Senora de Guadalupe, fundacion y grandezas de su Santa Casa... Refierense las historias de las plausibles imagines de N. S. de Guadalupe de Mexico, per el P. Franc. de S. Joseph. *Madrid*, 1743, in-fol., parch.
106. Didaci del Castillo ord. S. B. et Artiga Alphabetum Marianum. *Antv.*, 1712, in-fol., br.
107. R. P. Marraccii Polyanthea Mariana. *Col. Agr.*, 1710, in-4, br.
108. Sedlmayr Mariana Theologia. *Monacæ*, 1758, fort vol. in-4, br.
109. Joa. Bapt. van Ketwigh Panoplia Mariana ex armamentariis SS. Patrum... ac S. Scripturæ monumentis deprompta. *Antv.*, 1720, in-4, bas.
110. Mater amoris et doloris quam Christus in cruce moriens omnibus fidelibus legavit, auct. Ant. Ginther. *Aug.-Vind.*, 1741, in-4, fig., br.
111. Tractatus Marialis de Laudibus et Prærogativis B. M. Virginis, auth. P. Car. van Hoorn. *Gundavi*, 1660, in-4, vél.


3 0112 072389890